




**Équipe Canada • Team Canada
1999**

**Visite du premier ministre
Jean Chrétien
et d'Équipe Canada
au Japon**

du 13 au 18 septembre 1999

Cahier d'information

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20097160 7

DOCS
CA1 EA 99V34 EXF
Visit to Japan by Prime Minister
Jean Chretien and Team Canada
September 13-18, 1999 : background
information. --
62510976



**Équipe Canada • Team Canada
1999**

**Visite du premier ministre
Jean Chrétien
et d'Équipe Canada
au Japon**

du 13 au 18 septembre 1999

Cahier d'information

Canada



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Mission d'Équipe Canada

- Équipe Canada 1999 3
- Le programme de commerce extérieur du Canada 5
- Commerce et investissement : performance du Canada en 1998 8
- Graphiques : la performance de l'économie canadienne 11

Le Japon

- Le premier ministre du Japon, M. Keizo Obuchi 17
- Les relations entre le Canada et le Japon 18
- Traités entre le Canada et le Japon 24
- Protocoles d'entente entre le Canada et le Japon 26
- Japon (fiche documentaire) 27
- Osaka 28
- Tokyo 29

Notices biographiques

Ministres fédéraux

- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 33
- Le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew 34
- Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan 35

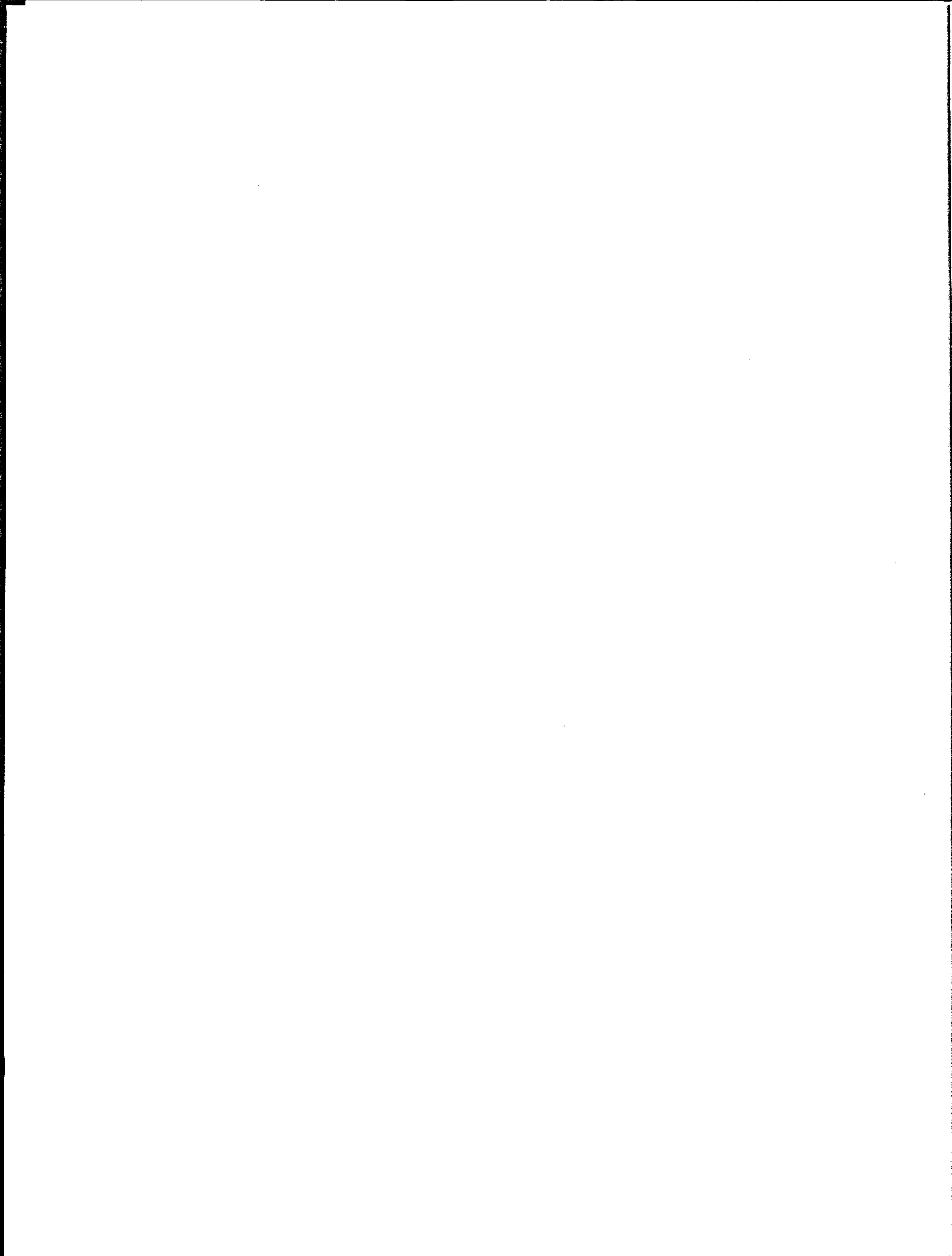
Premiers ministres provinciaux

- Le premier ministre de l'Ontario, M. Mike Harris 36
- Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard 37
- Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Bernard Lord 38
- Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Hamm 39
- Le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Dan Miller 40
- Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, M. Patrick Binns 41
- Le premier ministre de l'Alberta, M. Ralph Klein 42
- Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador, M. Brian Tobin 43

Leaders des gouvernements territoriaux

- Le leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest,
M. James Antoine 44
- Le leader du gouvernement du Yukon, M. Piers McDonald 45
- Le leader du gouvernement du Nunavut, M. Paul Okalik 46

Mission d'Équipe Canada



Équipe Canada 1999

Malgré qu'elles visent principalement à multiplier les liens commerciaux et à attirer des investissements, les missions d'Équipe Canada ont une signification bien plus profonde pour l'économie canadienne. Élément clé de l'approche canadienne en matière d'expansion du commerce international, ces missions créent un lien entre le gouvernement et le secteur privé, qui deviennent alors des partenaires contribuant à parts égales à stimuler la croissance soutenue de l'économie canadienne. Un emploi sur trois au Canada est tributaire des échanges commerciaux avec d'autres pays. Les exportations canadiennes représentent plus de 40 p. 100 du produit intérieur brut du Canada, pourcentage plus élevé que dans tout autre pays du G-7. Chaque milliard de dollars d'exportations préserve 11 000 emplois au pays.

Cette année, la mission d'Équipe Canada diffère des précédentes. En effet, elle cible une économie développée qui joue un rôle clé dans la région de l'Asie-Pacifique, plutôt que de se centrer sur la création de liens avec des marchés émergents. Le premier ministre Jean Chrétien a piloté trois précédentes missions d'Équipe Canada en Asie : en Chine et à Hong Kong en novembre 1994; en Inde, au Pakistan, en Indonésie et en Malaisie en janvier 1996; en Corée du Sud, aux Philippines et en Thaïlande en janvier 1997. (De plus, il a dirigé en janvier 1998 la mission d'Équipe Canada au Mexique, au Brésil, en Argentine et au Chili.)

Équipe Canada 1999 conjugue les efforts du premier ministre, des premiers ministres provinciaux et des leaders des gouvernements territoriaux, du ministre du Commerce international, du Secrétaire d'État (Asie-Pacifique), des maires des principales villes canadiennes et des chefs de l'industrie et du monde des affaires.

Les gens d'affaires participant à cette mission représentent divers milieux. Plusieurs d'entre eux dirigent des petites et moyennes entreprises. Le groupe est formé, par exemple, de jeunes entrepreneurs et de promoteurs touristiques. Plus de 1 600 entreprises d'un bout à l'autre du Canada ont obtenu un accès immédiat auprès de chefs de gouvernement et de dirigeants du secteur privé sur les marchés internationaux grâce à Équipe Canada. Au cours des missions précédentes, ces entreprises ont conclu plus de 800 nouveaux marchés, d'une valeur de près de 24 milliards de dollars.

Cette année, la délégation rencontrera de nombreux dirigeants politiques et figures des milieux d'affaires japonais avec qui ils discuteront des moyens de renforcer les liens économiques. Vitrine des compétences et du savoir-faire canadiens, Équipe Canada 1999 permettra aux décideurs canadiens de jauger les capacités des entreprises japonaises.

La mission sera centrée sur les technologies de pointe et l'innovation, en particulier l'énergie électrique et les nouvelles sources d'énergie, l'environnement, les technologies de l'information et des communications, l'éducation, les technologies et les matériaux de construction, la biotechnologie – notamment alimentaire –, les soins de santé, l'aérospatiale, l'agriculture et l'agroalimentaire, l'exploitation minière et les ressources naturelles.

Des cadres supérieurs participeront à des programmes d'activités commerciales dans ces secteurs à Osaka et à Tokyo. Il y aura des séances plénières où l'on examinera les tendances économiques et sociales, des séances sectorielles où l'on échangera de l'information et établira des liens, une table ronde d'Équipe Canada où les membres de la délégation commerciale et les chefs de gouvernement canadiens se livreront à un échange de vues, ainsi que des séances et des discussions spéciales pour faire ressortir des thèmes comme ceux touchant les jeunes entrepreneurs et l'éducation.

Équipe Canada 1999 offre l'occasion aux entreprises canadiennes et japonaises de se percevoir comme des portes d'entrée dans leurs marchés respectifs. Le Canada offre aux sociétés japonaises un accès privilégié au marché nord-américain – 386 millions de personnes – grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain. Les sociétés canadiennes peuvent former des partenariats avec des entreprises japonaises et profiter de plus en plus de leur savoir-faire et s'ouvrir des portes dans ce pays ainsi que sur le marché en plein essor de l'Asie-Pacifique.

Le programme de commerce extérieur du Canada

Les échanges commerciaux et les investissements constituent plus que jamais auparavant une part substantielle du produit national brut du Canada. Plus de 40 p. 100 des biens et des services sont exportés et les importations sont presque aussi importantes. Le Canada a toujours été un pays qui a attiré des investissements directs, mais aujourd'hui, les Canadiens investissent de plus en plus directement à l'étranger. Depuis trois ans, le Canada est devenu un investisseur direct net à l'étranger.

La croissance spectaculaire des échanges commerciaux et des investissements a eu d'énormes répercussions sur l'économie et la société canadiennes. La structure industrielle, les emplois, les salaires et la technologie ont été touchés par l'intégration progressive de l'économie canadienne dans l'économie mondiale, surtout depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis le 1^{er} janvier 1989.

En raison de la concurrence internationale, ainsi que de l'innovation et des compétences que celle-ci exige, l'économie canadienne est devenue plus solide et plus vigoureuse. Les emplois commandent des niveaux de compétence et des salaires élevés, et ce faisant, la main-d'œuvre est en meilleure posture pour affronter la concurrence. Le commerce extérieur a par ailleurs imposé une dure discipline aux entreprises et à la politique de l'État. En outre, il a contribué à façonner l'opinion que les Canadiens ont d'eux-mêmes dans le monde d'aujourd'hui et à déterminer la façon dont les autres les perçoivent, tout en exerçant une influence sur l'interdépendance des provinces, des territoires et des régions du Canada.

Le commerce extérieur, l'investissement et la technologie joueront un rôle grandissant dans le cadre de la politique économique et industrielle du Canada. Les perspectives de croissance économique et de création d'emplois sont liées aux réussites canadiennes sur les marchés mondiaux. Le commerce et l'investissement sont une porte sur l'économie mondiale, offrant au Canada la possibilité de croître et d'avoir accès à une gamme élargie de biens, de services, d'investissements, de technologies et de compétences à moindre coût. Cependant, ils apportent en même temps les aléas de la mondialisation. Quand la conjoncture est favorable, la croissance est plus rapide et plus d'emplois sont créés que dans bien d'autres pays. Ils entraînent par contre un ralentissement de la croissance, font apparaître le spectre de la récession et provoquent des pertes d'emplois lorsque les conditions se dégradent sur les marchés étrangers.

Notre époque est riche en possibilités pour le Canada et pour le système commercial international de façon plus générale. Les efforts déployés depuis un demi-siècle à l'échelle mondiale et régionale pour ériger un système commercial mondial fondé sur le respect des règles et lever les obstacles au commerce ont beaucoup fait pour réparer les dommages que la paix, la prospérité et la cohésion sociale ont subis dans le monde pendant la première moitié du siècle. Toutefois, l'économie mondiale est moins ouverte au commerce et à l'investissement qu'elle ne l'était à la fin du siècle dernier. Il reste beaucoup de chemin à faire dans les négociations commerciales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à l'échelle régionale dans le cadre d'ententes telles la Zone de libre-échange des Amériques. En raison de l'interdépendance croissante des pays et des personnes, il y a plus d'enjeux nationaux et certainement plus d'enjeux complexes que ceux auxquels on devait faire face dans le cadre des négociations multilatérales ou régionales précédentes.

Parallèlement aux démarches entreprises dans le cadre de la politique commerciale, le gouvernement a effectué une réévaluation des objectifs et de la structure de ses activités en matière de promotion du commerce et de l'investissement. La formule d'Équipe Canada prend appui sur les priorités du gouvernement en matière de croissance et de création d'emplois. Elle repose notamment sur les missions internationales d'expansion commerciale qui ont été dirigées par le premier ministre et les premiers ministres provinciaux, et sur l'organisme commercial en direct d'Équipe Canada inc.

Équipe Canada inc. est la force vive qui a animé les efforts déployés par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Industrie Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada dans le but d'améliorer le service à la clientèle. Jamais le gouvernement du Canada n'a-t-il été en mesure d'offrir aux entreprises un éventail aussi complet de services et de programmes coordonnés de façon stratégique pour promouvoir le commerce extérieur. Vingt ministères et organismes fédéraux font maintenant partie d'Équipe Canada inc. et contribuent financièrement à son fonctionnement.

Équipe Canada a une stratégie en matière de promotion du commerce et des investissements en vertu de laquelle des programmes et des services consolidés, mieux coordonnés et mieux ciblés sont offerts à des firmes telles que les PME et les entreprises dirigées par des femmes, des jeunes ou des Autochtones. Ces firmes sont de nouveaux acteurs dans le domaine de l'exportation. Les ressources sont trop rares et l'économie mondiale trop concurrentielle pour que les prestataires des services de l'État se disputent la même clientèle. Équipe Canada inc. fait en sorte que les efforts concertés permettent de fournir rapidement et efficacement des renseignements, des services et des appuis utiles aux entreprises qui peuvent en profiter.

Pour maintenir la libéralisation des échanges et des investissements, source de croissance économique, et les succès remportés par la campagne de promotion du commerce et de l'investissement, le Canada doit tirer pleinement parti des possibilités qu'offre l'économie mondiale en constante mutation. On atteindra ces résultats grâce aux négociations commerciales multilatérales qui devraient être lancées à la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle, à l'élargissement des ententes commerciales régionales et à la promotion de marques reconnaissables.

Commerce et investissement : performance du Canada en 1998

- En 1998, malgré l'incertitude fréquente régnant dans l'économie mondiale, la valeur du commerce canadien à l'exportation (produits et services) a continué de croître à un rythme deux fois supérieur à celui de son économie. Elle se chiffre actuellement à environ 42 p. 100 du produit intérieur brut (PIB) canadien.
- Établissant un nouveau record annuel, les exportations canadiennes se sont chiffrées à 368,9 milliards de dollars en 1998, ce qui représente près du double de la valeur des exportations en 1992. Ce chiffre dépasse de 24,7 milliards de dollars celui de 1997, soit une augmentation de 7,2 p. 100. Dans l'ensemble, malgré le ralentissement économique de certains marchés clés d'Asie et d'Amérique latine, l'excédent commercial des produits et des services canadiens à la fin de 1998 atteignait 10,9 milliards de dollars, une valeur élevée bien qu'inférieure à celle de 1997.
- Les produits manufacturés et finis représentent aujourd'hui 74 p. 100 de la valeur totale des exportations canadiennes. Les biens de consommation, les produits de l'automobile, ainsi que les machines et l'équipement ont enregistré de fortes hausses (17,2 p. 100, 13,1 p. 100 et 15,9 p. 100 respectivement) par rapport à 1997 au chapitre de leurs exportations.
- Les services représentent 12,3 p. 100 du total des exportations. Cette part s'est rapidement accrue au cours des dix dernières années, notamment dans le domaine des télécommunications, des services financiers, du transfert de technologies, de l'ingénierie et de l'architecture.
- L'industrie agroalimentaire canadienne, qui représente environ 9 p. 100 du PIB du Canada, a exporté des produits pour une valeur totale de 21 milliards de dollars en 1998. Cette somme représente environ 3 p. 100 du commerce agroalimentaire mondial. Stimulée par les succès remportés jusqu'à maintenant, l'industrie agroalimentaire canadienne s'est fixé comme objectif d'atteindre la barre des 4 p. 100 de la valeur des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales d'ici 2005.
- Bien que les Canadiens continuent d'explorer de nouveaux marchés, les États-Unis sont demeurés leur plus important marché étranger en 1998 et leur plus important marché au chapitre de la croissance des exportations. Le Canada profite du meilleur accès qui soit à la plus grande économie du monde. Les exportations canadiennes vers les États-Unis ont enregistré

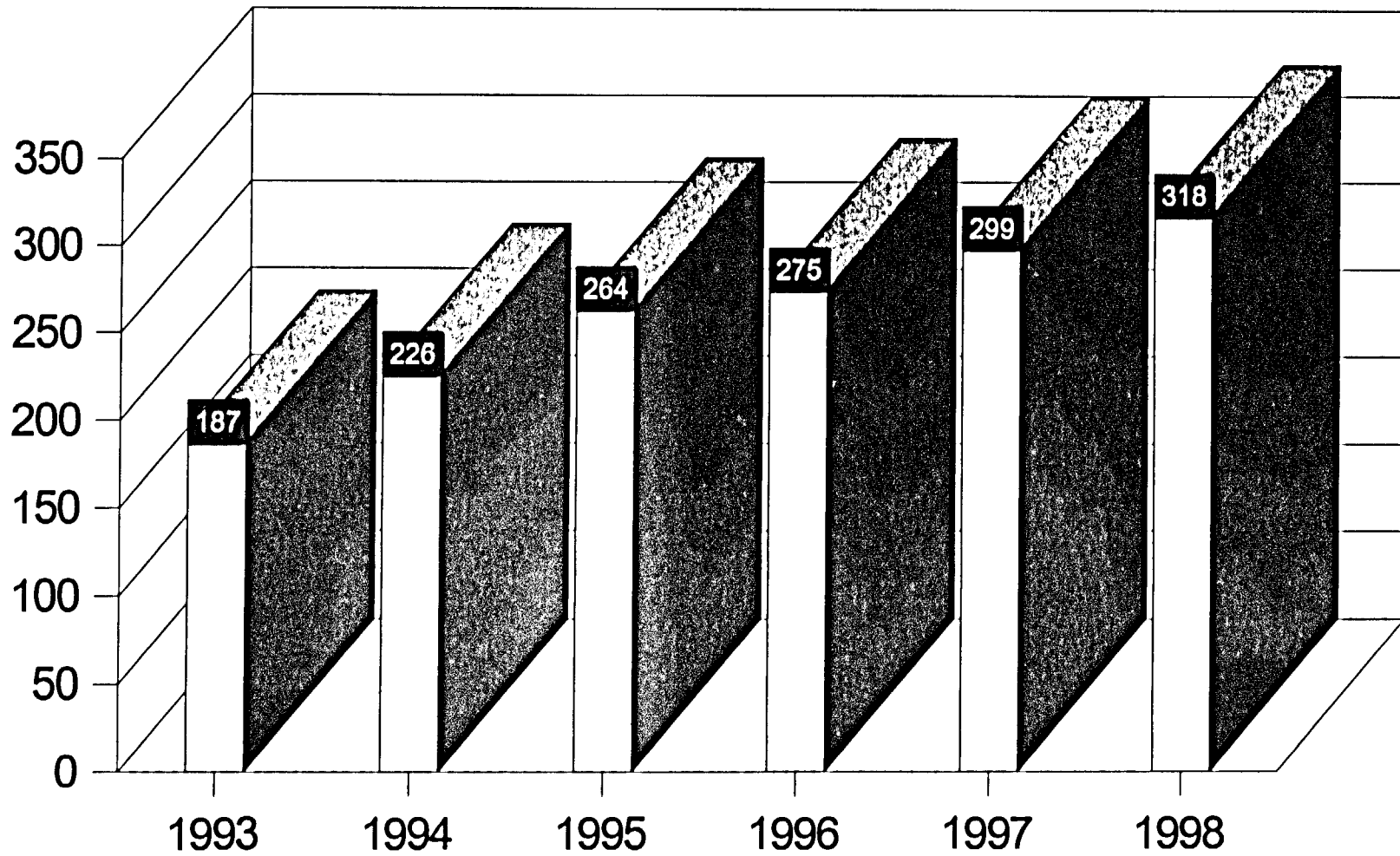
en 1998 une hausse de 11,2 p. 100 par rapport à 1997, pour atteindre une valeur record de 270,6 milliards de dollars. Cela a généré un excédent commercial de 36,4 milliards de dollars avec ce pays, soit 11,7 p. 100 de plus qu'en 1997.

- Les succès des exportations canadiennes se traduisent par la création d'emplois dans tout le Canada. La vente des produits et des services canadiens à l'échelle mondiale permet non seulement d'accroître la prospérité et d'améliorer le niveau de vie dans son ensemble, mais aussi de créer un plus grand nombre d'emplois et des emplois de meilleure qualité pour les Canadiens. Sur environ 1,4 million d'emplois nets créés depuis 1993, près de deux sur cinq sont liés aux exportations. À l'heure actuelle, les emplois de 3 millions de travailleurs canadiens sont tributaires des marchés étrangers. Une étude du gouvernement canadien en 1997 a conclu que des exportations d'une valeur de 1 milliard de dollars permettent de maintenir environ 11 000 emplois.
- Les entreprises canadiennes améliorent leur position sur les marchés étrangers grâce à des investissements opportuns. Ces investissements contribuent à façonner une perception positive des compétences canadiennes en matière de commerce, et ils facilitent la croissance des exportations, du nombre des emplois et des bénéfices au pays. En 1998, la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger a atteint 239,8 milliards de dollars, soit une augmentation record de 34 milliards par rapport à 1997.
- À la fin de 1998, les investissements directs étrangers au Canada atteignaient 217,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 10 p. 100. Les États-Unis ont effectué en 1998 environ les deux tiers des investissements étrangers au Canada alors que l'Union européenne comptait pour un cinquième de ce total.
- Le Programme de développement des marchés d'exportation — Investissement a été lancé par le ministre du Commerce international à Ottawa le 13 janvier 1999. Il a été conçu pour permettre aux collectivités canadiennes d'attirer les investisseurs étrangers. Ainsi, 5 millions de dollars sont investis annuellement dans des partenariats entre le secteur public et le secteur privé à l'échelle locale. Le gouvernement fédéral finance jusqu'à 50 p. 100 des coûts des initiatives individuelles dans les domaines comme la formation, le développement des bases de données, la recherche et la production de matériel de commercialisation. Le programme a pour but d'améliorer l'état de préparation des collectivités canadiennes à l'égard des investissements et à promouvoir l'excellence d'initiatives locales visant à attirer les investissements.

- Plusieurs séances d'information sur le capital de risque ont été organisées en 1998, surtout dans les pays riverains du Pacifique. Leur but est de faire connaître aux entreprises canadiennes du savoir les institutions financières étrangères, dont les sociétés de capital-risque. Ces initiatives ont permis à de petites entreprises canadiennes d'obtenir des capitaux de risque totalisant 35 millions de dollars afin d'élargir leurs activités au Canada.
- Une étude comparative internationale sur le prix de revient, intitulée *Les choix concurrentiels : Comparaison des coûts des entreprises dans les pays d'Amérique du Nord, d'Europe et du Japon*, a été publiée à Ottawa le 11 mars 1999. Cette étude fait autorité dans le monde, et elle est considérée comme le tableau de pointage international le plus exhaustif et le plus objectif des coûts d'exploitation des entreprises, grâce aux statistiques récoltées auprès d'un vaste éventail de villes, de pays et de secteurs d'activité. Selon l'étude de 1999, le Canada est l'endroit le plus rentable parmi les pays du G-7 pour investir dans de nouvelles entreprises.

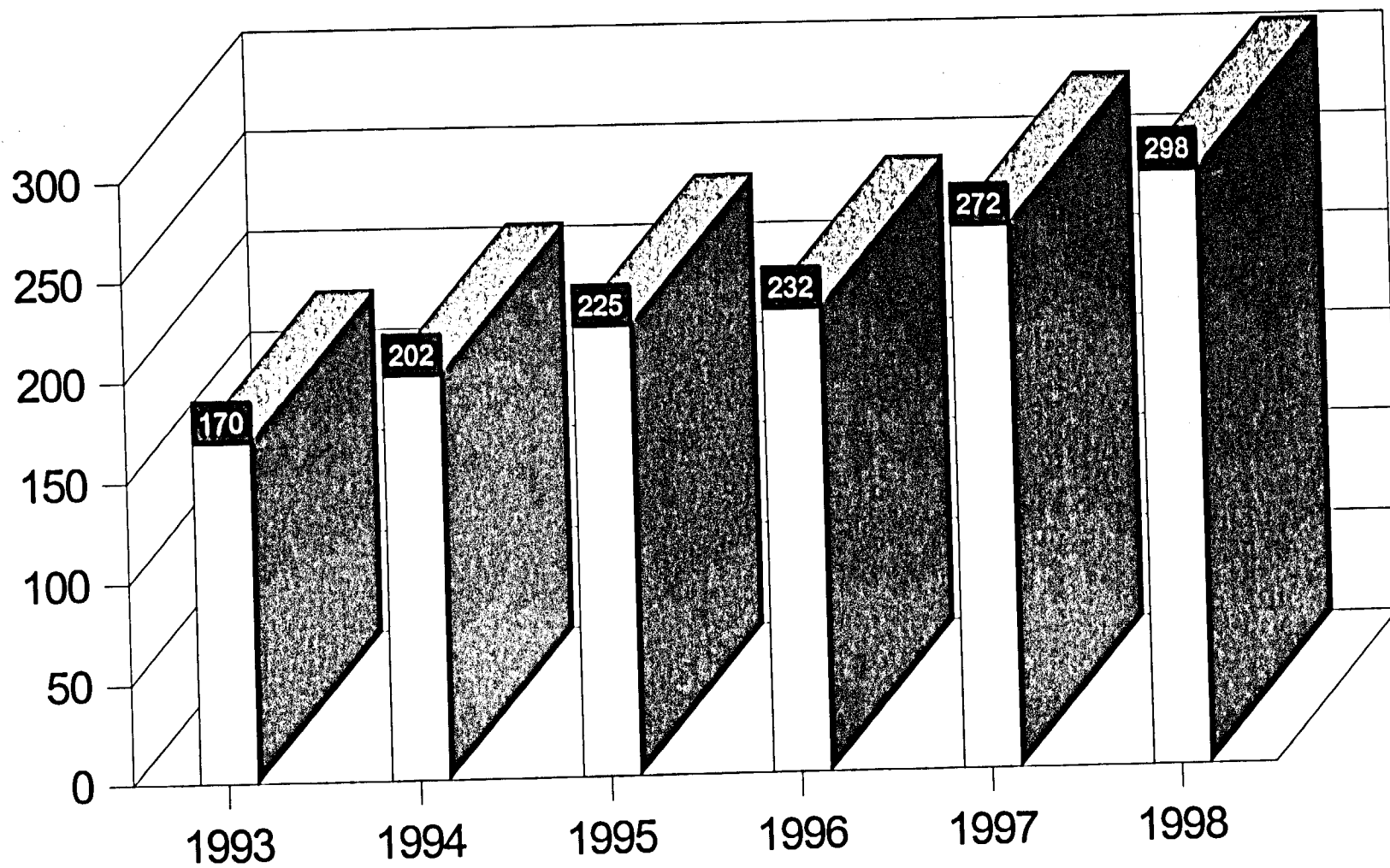
Exportations de marchandises canadiennes, 1993–1998

(en milliards de dollars)



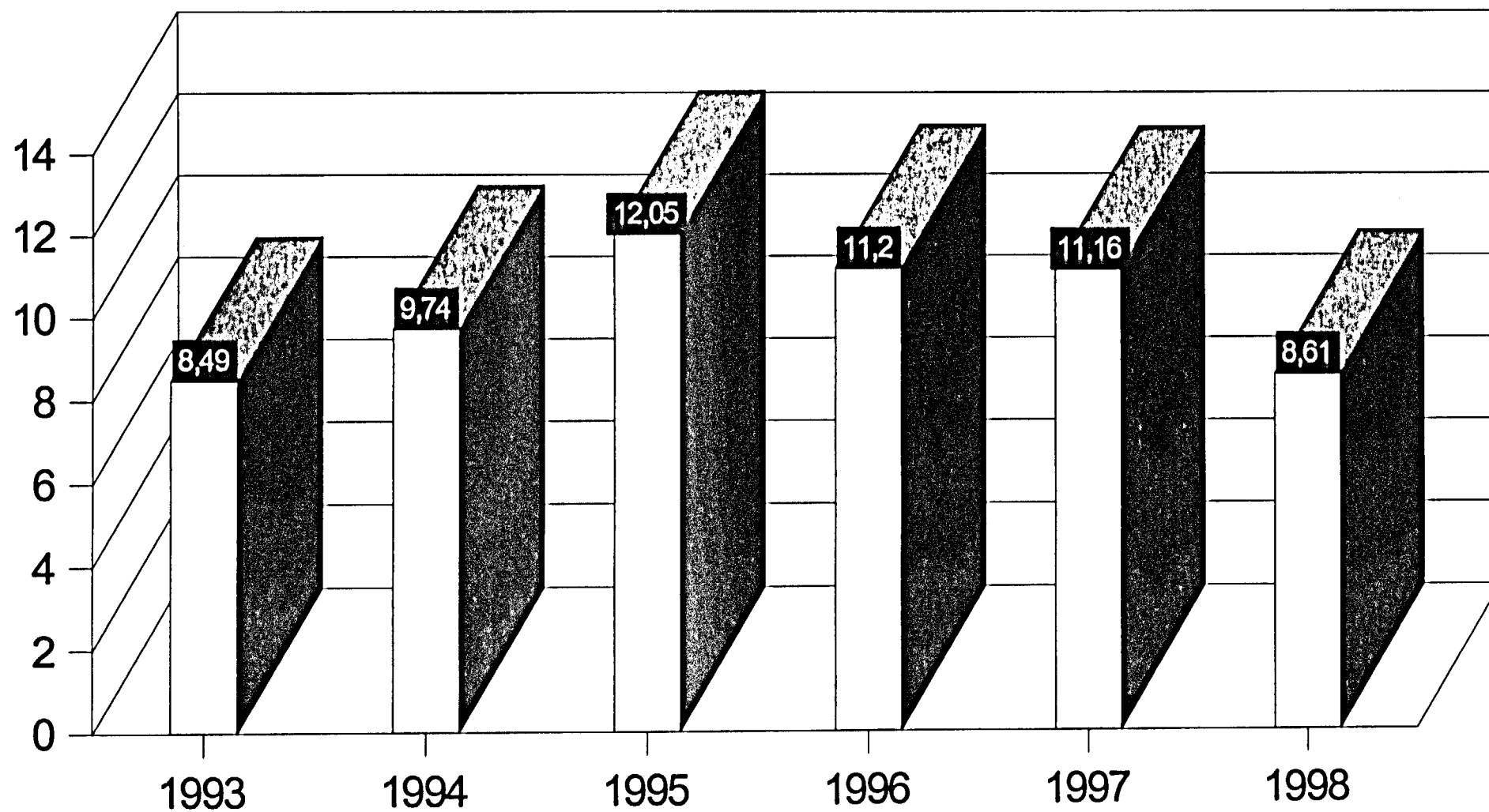
Importations canadiennes de marchandises, 1993-1998

(en milliards de dollars)



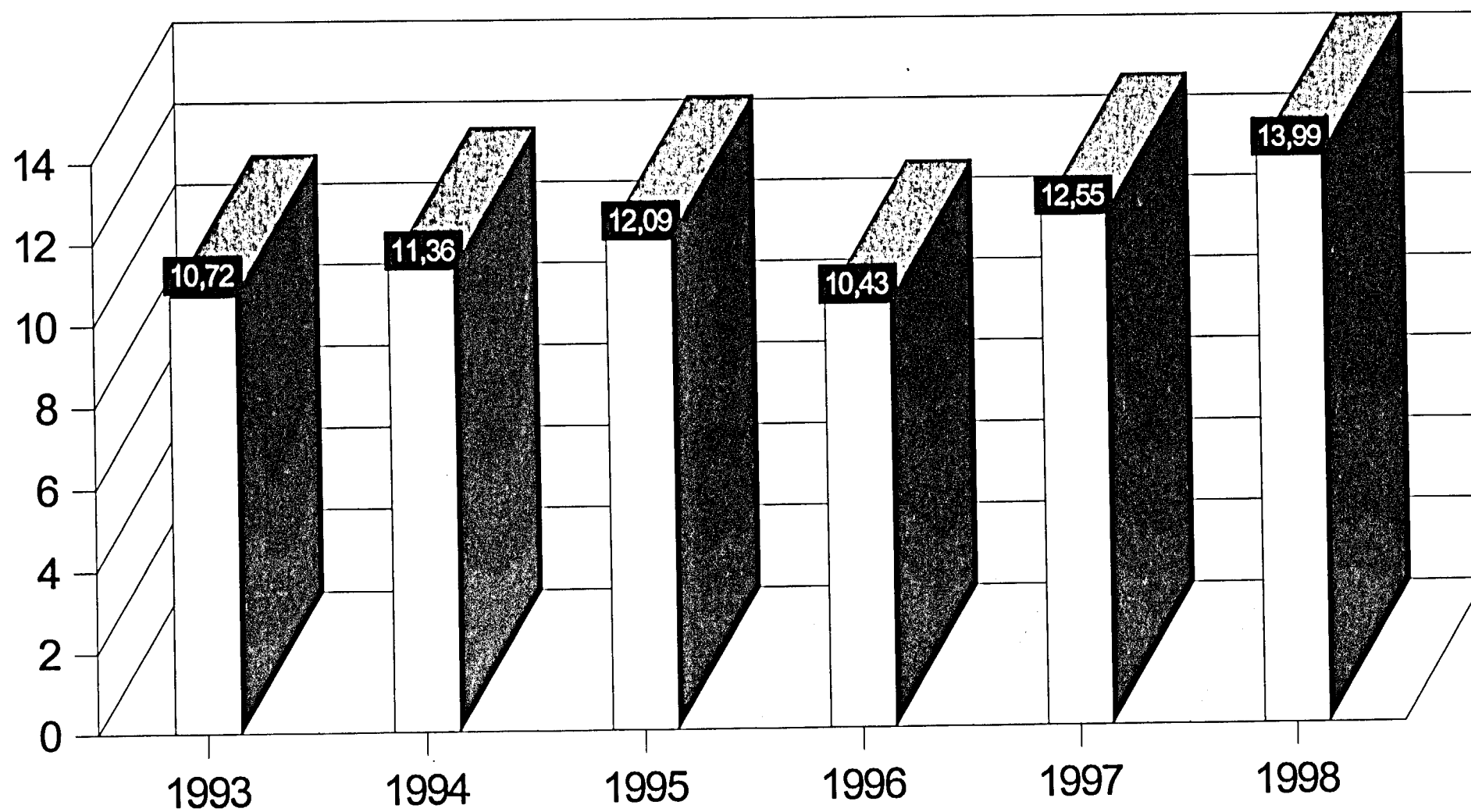
Exportations canadiennes au Japon, 1993-1998

(en milliards de dollars)

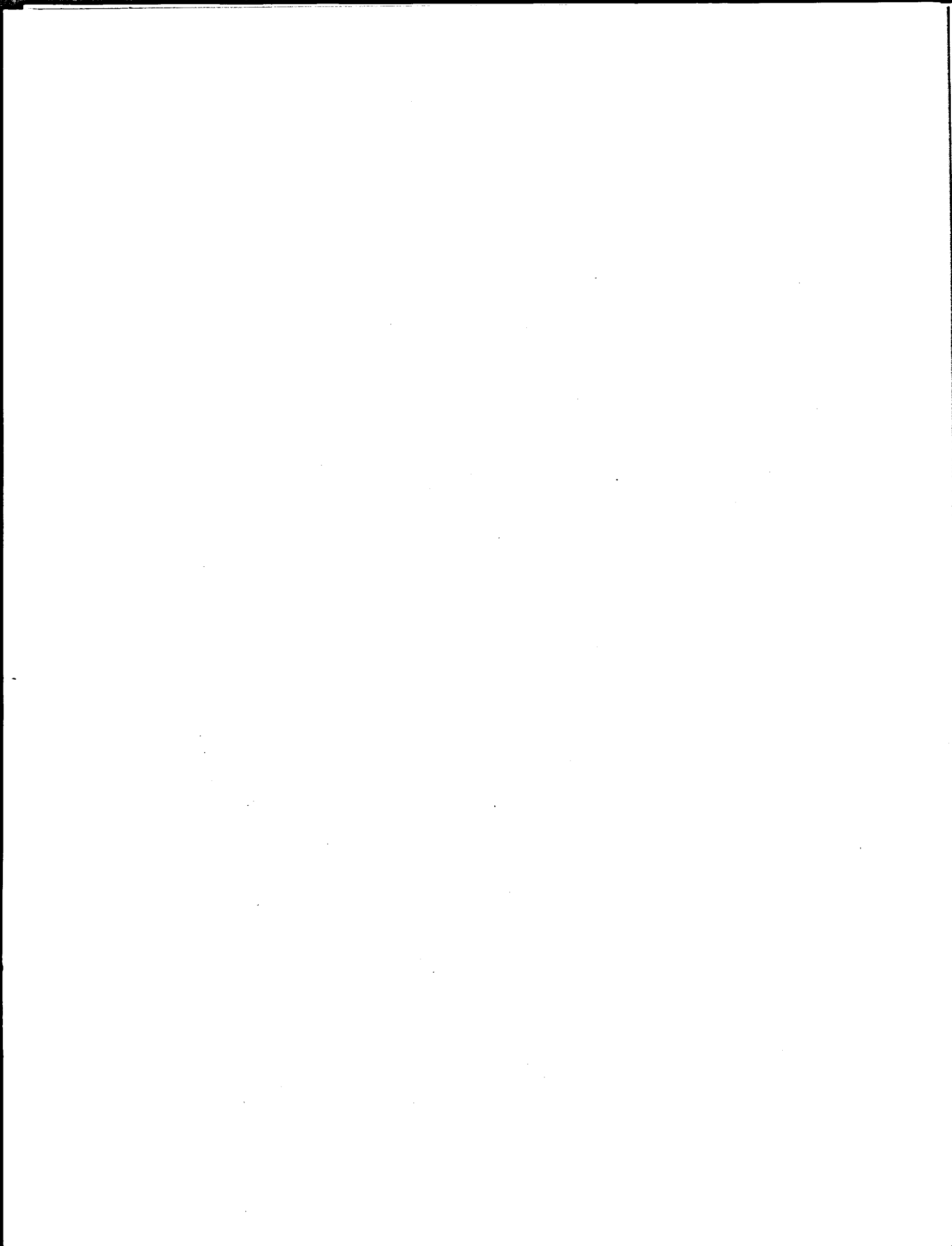


Importations canadiennes du Japon, 1993-1998

(en milliards de dollars)



Le Japon



Le premier ministre du Japon

M. Keizo Obuchi

M. Keizo Obuchi est né le 25 juin 1937 à Nakanojo, dans la préfecture de Gunma. Il a obtenu un diplôme de l'Université de Waseda en 1962, et a fréquenté ensuite l'École des études supérieures en sciences politiques de cette même université.

M. Obuchi a entamé sa carrière politique en 1963, année où il a remporté un siège à la Chambre des députés. Il a été ensuite élu douze fois d'affilée à la Chambre basse, en qualité de candidat du Parti libéral-démocrate. Nommé vice-ministre parlementaire des Postes et des Télécommunications en 1970, puis de la Construction en 1972, il est devenu directeur général adjoint du Cabinet du premier ministre en 1973.

En 1979, M. Obuchi a été nommé directeur général du Cabinet du premier ministre et directeur général de l'Agence de développement d'Okinawa. En 1987, il est devenu secrétaire en chef du Conseil des ministres.

M. Obuchi a occupé par la suite des postes clés au sein de son parti, y compris ceux de secrétaire général et de vice-président. Nommé ministre des Affaires étrangères en 1997, il a été élu à la présidence du Parti en juillet 1998.

Le 30 juillet 1998, il est devenu premier ministre du Japon.

M. Obuchi est marié et a trois enfants.

Les relations entre le Canada et le Japon

- La visite du premier ministre Jean Chrétien au Japon coïncide avec le 70^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et le Japon.
- Les relations entre le Canada et le Japon reposent sur leur partenariat au sein des Nations unies, du G-8, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et de la Quadrilatérale des ministres du commerce (Canada, Union européenne, Japon et États-Unis). Les deux pays ont un intérêt commun pour la communauté du Pacifique, qui se traduit par leur participation au forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.
- Au fil des ans, ces relations se sont étayées grâce à des rencontres publiques et privées dans le cadre d'institutions consultatives : Comité économique conjoint, Conférence des gens d'affaires Canada-Japon, Consultations parlementaires Canada-Japon, Consultations culturelles Canada-Japon et Consultations annuelles Canada-Japon sur la coopération en matière d'aide publique au développement.
- Des progrès notables ont été accomplis au cours de la visite au Japon du premier ministre Jean Chrétien en 1996. On s'est notamment entendu sur un programme détaillé de coopération; des échanges de personnel entre les ministères des affaires étrangères, du commerce international et de l'industrie ont été amorcés; un accord de coopération en pays tiers a été conclu; et le Forum Canada-Japon a été lancé. Ce forum, qui s'est réuni pour la première fois à Victoria en 1997, est un mécanisme non gouvernemental d'élargissement des liens entre les deux pays. La deuxième réunion du forum a été tenue à Sapporo en octobre 1998 et la troisième est prévue pour octobre 1999, à Ottawa.
- Le premier ministre du Japon a visité Ottawa en novembre 1997. Au cours de sa visite, il a annoncé que le Japon signerait le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel.
- Le Japon a signé en décembre 1997 le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel lors de la Conférence d'Ottawa. Comme le Canada, il a à cœur d'accroître et de promouvoir la sécurité humaine internationale. Les deux pays ont donné un signe tangible de leur engagement en versant 100 millions de dollars chacun à un fonds servant à financer des programmes d'action contre les mines antipersonnel dans le monde. Le Japon a été le 45^e pays à ratifier le traité en septembre 1998.

- Le ministre des Affaires étrangères du Canada s'est rendu au Japon en avril 1997 et son homologue japonais est venu au Canada en décembre de la même année. Les deux ministres se sont de nouveau rencontrés à Nagano pendant les Jeux olympiques et, plus récemment, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G-8, qui s'est tenue au début de juin 1999 à Cologne. En octobre 1998, le ministre chargé de la coopération internationale a rencontré le ministre des Affaires étrangères et le ministre du Commerce international et de l'Industrie du Japon pour promouvoir la coopération entre des organisations non gouvernementales et les secteurs public et privé dans le domaine de l'aide publique au développement. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a dirigé la délégation du Canada à la Foire FOODEX Japan 1999 au mois de mars, tandis que le ministre du Commerce international s'est rendu au Japon du 10 au 12 mai 1999 pour assister à des rencontres avec son homologue japonais et d'autres hauts fonctionnaires.
- Les rencontres de parlementaires se sont multipliées grâce au dynamisme du Groupe parlementaire Canada-Japon. Le groupe se réunit tous les ans depuis 1989 et sa dernière réunion a eu lieu à Calgary en 1998.
- Le Canada a des missions diplomatiques à Tokyo, Osaka, Fukuoka et Nagoya et des représentants commerciaux honoraires à Hiroshima, Sendai et Sapporo. Pour sa part, le Japon a des missions diplomatiques à Ottawa, Edmonton, Montréal, Toronto et Vancouver et des consuls honoraires à Halifax, Regina, Winnipeg et St. John's.

Commerce et investissements

- Le Japon est le deuxième partenaire commercial en importance pour le Canada après les États-Unis. Il a acheté en 1998 plus de produits et de services canadiens que le Royaume-Uni et l'Allemagne, soit l'équivalent de près de la moitié de toutes les exportations canadiennes en Asie.
- Le commerce bilatéral a totalisé 22,6 milliards de dollars en 1998. Les importations canadiennes ont représenté 14 milliards de dollars, et les exportations canadiennes, 8,6 milliards de dollars, soit respectivement 4,6 et 2,7 p. 100 de l'ensemble des importations et des exportations canadiennes. En 1998, le Canada était le 14^e marché du Japon et son 11^e fournisseur en importance.
- Les principales exportations du Canada au Japon sont le bois d'œuvre et le contreplaqué, la pâte à papier, le charbon, le poisson, les produits d'origine animale, les fruits de mer et les oléagineux. Les principales importations

canadiennes en provenance du Japon sont les machines, les appareils électroniques et photographiques, les véhicules automobiles et les pièces, les ordinateurs et les produits chimiques.

- Les exportations canadiennes au Japon ont été durement touchées en 1998, mais l'ensemble des exportations mondiales au Japon ont à ce moment chuté de 9 p. 100 en valeur yens.
- En 1998, les exportations canadiennes au Japon ont diminué de 25 p. 100 par rapport à 1997. Cette baisse s'explique notamment par l'effondrement de la demande de logements. Ce marché pour le bois d'œuvre canadien représentait 18,5 p. 100 du total des exportations canadiennes au Japon, comparativement à 24,2 p. 100 en 1997. La demande d'apports industriels japonais (charbon et autres minéraux) et la baisse des prix mondiaux de ces produits ont été deux autres facteurs expliquant cette chute.
- Les matières premières et les produits semi-finis continuent à bien s'exporter. Cependant, les produits manufacturés ou à valeur ajoutée, tels que les produits de l'aérospatiale et des technologies de l'information, les matériaux de construction et les aliments transformés, constituent maintenant environ 31 p. 100 de toutes les exportations canadiennes au Japon, comparativement à 15 p. 100 en 1985.
- Le Japon est la troisième source de recettes provenant du tourisme au Canada et il se classe au troisième rang pour le nombre de touristes qui viennent au Canada, derrière les États-Unis et le Royaume-Uni. Presque un demi-million de touristes japonais sont venus au Canada en 1998. Pour le premier semestre de 1999, les chiffres sont légèrement supérieurs à ceux de 1998. La Commission canadienne du tourisme prévoit que presque 1,2 million de Japonais viendront au Canada en 2000. Ce nombre devrait atteindre 1,5 million d'ici 2005.
- *Le Plan d'action du Canada pour le Japon*, publication lancée en 1993 et depuis révisée chaque année, est une entreprise conjointe avec le secteur privé. Il a pour but de tenir l'industrie canadienne au courant de l'évolution des conditions du marché japonais, de faire la promotion des secteurs clés et d'encourager l'adaptation des produits. Le plan d'action pour 1998 se concentre sur six secteurs à forte croissance : l'agroalimentaire et la pêche, le tourisme, les technologies de l'information, les produits de consommation (meubles, articles de sport et articles-cadeaux), les matériaux de construction, les soins de santé et les appareils médicaux.
- La part canadienne des investissements directs japonais à l'étranger représente en moyenne 1,6 p. 100 depuis 1990, avec un total cumulatif de plus de 8 milliards de dollars en 1998. Cela représente une augmentation

de presque 29 p. 100 par rapport aux 6,2 milliards de dollars de 1993. Cela fait du Japon la quatrième source d'investissements étrangers directs au Canada. Les investissements se font dans cinq grands secteurs : foresterie, automobile, exploitation minière, distribution de marchandises, services financiers et autres services. Les sociétés japonaises comptent à l'heure actuelle plus de 400 filiales au Canada et emploient environ 50 000 personnes réparties dans plus de 700 endroits. En mars 1998, la valeur totale de l'investissement japonais de portefeuille au Canada était estimée à 39 milliards de dollars. Le Japon demeure le deuxième créancier du Canada pour sa dette extérieure.

Relations dans les domaines de l'éducation et de la culture

- L'intérêt du Japon pour les études canadiennes s'est considérablement accru au cours des vingt dernières années. À l'heure actuelle, il existe huit centres ou programmes d'études canadiennes au Japon. De plus, l'Association japonaise pour les études canadiennes compte environ 300 membres, dont plusieurs font également partie de la Société littéraire canadienne du Japon.
- Depuis 1993, le Programme de développement des études canadiennes a octroyé 21 subventions à diverses universités japonaises, qui ont soit organisé des séminaires spéciaux sur le Canada, soit créé des centres d'études canadiennes. Le programme aide en outre les établissements d'enseignement canadiens, surtout les écoles de langues, à s'établir et à prospérer au Japon.
- Le Japon est un grand marché culturel international et un important marché pour les produits éducatifs canadiens. Chaque année, plus de 2 000 Canadiens enseignent l'anglais, poursuivent des études universitaires ou participent à un programme de vacances-travail au Japon. Plus de 10 000 Japonais poursuivent des études ou participent à un programme de vacances-travail au Canada.
- L'accord culturel Canada-Japon de 1976 a fait augmenter le nombre des artistes canadiens du spectacle qui inscrivent le Japon à leur tournée. Bryan Adams, Holly Cole, Oscar Peterson, Céline Dion, le Ballet royal de Winnipeg, le Cirque du Soleil et l'Orchestre symphonique de Montréal sont du nombre.
- La signature en 1994 d'un accord sur la culture entre le Canada et le Japon visant à encourager la coproduction d'œuvres cinématographiques, d'émissions de télévision et de vidéos a donné lieu à la production du docudrame pour la télévision, *Hiroshima*, et à plusieurs projets de films. En 1995, une société canadienne a signé avec Fuji Television un contrat de production de 2 millions de dollars pour une série de films d'animation.

- En juin 1998, le Sumo Basho s'est tenu à Vancouver. Le tournoi de Sumo a rassemblé certains des meilleurs lutteurs japonais.

Coopération pour la paix et la sécurité

- Les relations en matière de défense et de sécurité entre les deux pays n'ont cessé de prendre de l'ampleur depuis quelques années. En 1997, pour donner suite aux engagements qu'ils avaient pris dans leur programme de coopération de 1996, le Canada et le Japon ont tenu à Tokyo leurs toutes premières discussions politico-militaires.
- Depuis 1992, des représentants de l'état-major des Forces d'autodéfense du Japon et des Forces armées canadiennes se rencontrent chaque année à Tokyo ou à Ottawa pour échanger de l'information sur des questions de défense et de sécurité.
- Tous les deux ans, des bâtiments des forces navales canadiennes et japonaises participent à des exercices qui précèdent les exercices navals du bassin du Pacifique (dits « RimPac ») auxquels prennent part les États-Unis, le Japon, le Canada et d'autres pays riverains du Pacifique. En mai 1998, deux navires de la marine canadienne ont visité des ports japonais dans le cadre du déploiement naval annuel Westploy. En mai 1999, trois navires de la Force d'autodéfense maritime du Japon ont visité la côte ouest du Canada, ce qui a constitué la première visite au Canada d'une formation navale opérationnelle du Japon.
- Depuis 1994, des gardiens de la paix canadiens et japonais ont servi côte à côte au sein de la Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement sur les hauteurs du Golan.
- Le Japon et le Canada participent à des activités de déminage en Azerbaïdjan, à la frontière entre le Pérou et l'Équateur et en Bosnie, par des contributions au Fonds d'affectation spéciale slovène.
- Le Canada et le Japon se sont engagés à élargir leur coopération sur la paix et la sécurité internationales. Ils travaillent ensemble à la Phase II du Processus d'Ottawa (déminage et aide aux victimes) et ont convoqué un colloque sur les questions de paix et de sécurité. Ce colloque, organisé par le Canada et coparrainé par les deux pays, s'est tenu à l'Université de la Colombie-Britannique en septembre 1998.

Coopération pour le développement et en pays tiers

- Premier fournisseur d'aide publique au développement (APD) depuis sept ans, avec un budget de 12,6 milliards de dollars canadiens en 1999-2000, le Japon joue un rôle important au sein de la communauté internationale dans ce domaine. Depuis 1986, année où a été tenue la première consultation annuelle sur la coopération Canada-Japon au titre de l'APD, le Canada et le Japon ont établi une solide relation en la matière. Grâce à un programme d'échange continu de personnel entre l'Agence japonaise de coopération internationale et l'Agence canadienne de développement international depuis 1992, les relations se sont transformées en une alliance naturelle sur les questions d'intérêt commun examinées par des instances internationales.
- Depuis 1995, les deux pays ont entrepris conjointement 35 projets au Vietnam, en Indonésie, aux Philippines, au Bangladesh, dans le Pacifique sud, au Kenya, au Zimbabwe et en Bosnie.
- À l'occasion de la visite d'Équipe Canada au Japon en septembre, le premier ministre fera une allocution lors de la cérémonie d'ouverture du Symposium Canada-Japon sur l'établissement de la paix pour le développement. Il y mettra en lumière l'apport concerté du Canada et du Japon au chapitre de la paix, de la sécurité et de l'APD.
- En vertu de l'accord de coopération en pays tiers que le Canada et le Japon ont signé en 1996, les deux pays encouragent les entreprises canadiennes et japonaises à poursuivre des activités d'aménagement d'infrastructures et de développement du secteur privé dans des pays tiers. Cela permet au secteur privé canadien travaillant en partenariat avec le secteur privé japonais d'avoir accès à l'APD japonaise.

Traités entre le Canada et le Japon

| Date | Sujet | Description |
|-------------------|------------------------|---|
| 30 novembre 1922 | Navires | Accord concernant le jaugeage des navires marchands et échanges de notes |
| 8 septembre 1951 | Paix | Traité de paix |
| 31 mars 1954 | Commerce | Accord |
| 21 septembre 1955 | Sépultures militaires | Accord relatif aux cimetières, sépultures et monuments militaires du Commonwealth en territoire japonais durant la Guerre de 1941-1945 |
| 12 janvier 1955 | Services aériens | Accord relatif aux services aériens |
| 2 juillet 1959 | Énergie atomique | Accord de coopération concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique |
| 5 septembre 1964 | Visas | Échange de notes prévoyant l'entrée au Japon de citoyens canadiens et l'entrée au Canada de citoyens japonais, soit sans visa pour des périodes limitées, soit avec visa pour des périodes prolongées et à des fins particulières |
| 21 octobre 1976 | Coopération économique | Cadre de coopération économique |
| 26 octobre 1976 | Culture | Accord |
| 28 avril 1978 | Pêches | Accord |
| 15 juillet 1980 | Textiles | Échange de notes concernant le contingentement des textiles |
| 14 avril 1983 | Énergie atomique | Échange de notes concernant le retraitement, le stockage et l'utilisation du plutonium |
| 7 mai 1986 | Sciences | Accord sur la coopération scientifique et technologique |
| 7 mai 1986 | Fiscalité | Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale |
| 17 avril 1989 | Services aériens | Échange de notes constituant un accord relatif aux services aériens |

| | | |
|------------------|-------------------|--|
| 1989 – expiré | Haute technologie | Coopération technique |
| 2 juin 1994 | Services aériens | Échange de notes constituant un accord modifiant l'accord relatif aux services aériens entre le Canada et le Japon |
| 11 mai 1995 | Services aériens | Consultations dans le domaine aérien : registre des discussions |
| 27 novembre 1996 | Coopération | Programme de coopération |

Protocoles d'entente entre le Canada et le Japon

| Date | Sujet | Description |
|----------------------------|------------------------|--|
| 21 octobre 1976 | Coopération économique | Protocole d'entente sur un cadre de coopération économique |
| 22 septembre 1980 | Cuir | Protocole d'entente concernant l'importation de cuir canadien au Japon |
| 1985 | Haute technologie | Protocole d'entente signé entre la Corporation de développement du Canada (CDC) et Nippon Telegraph and Telephone |
| 1 ^{er} avril 1991 | Énergie atomique | Protocole d'entente entre Énergie atomique du Canada limitée et l'Institut japonais de recherches sur l'énergie atomique |
| 28 septembre 1995 | Finances | Protocole d'entente entre la Export-Import Bank of Japan et la CDC |
| 18 juin 1997 | Haute technologie | Lettre d'entente concernant la portée accrue du Protocole d'entente entre Nippon Telegraph and Telephone et Industrie Canada |

JAPON

Capitale : Tokyo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

377 847 km²

Population

126,5 millions d'habitants (est. 1998)

Taux de croissance de la population

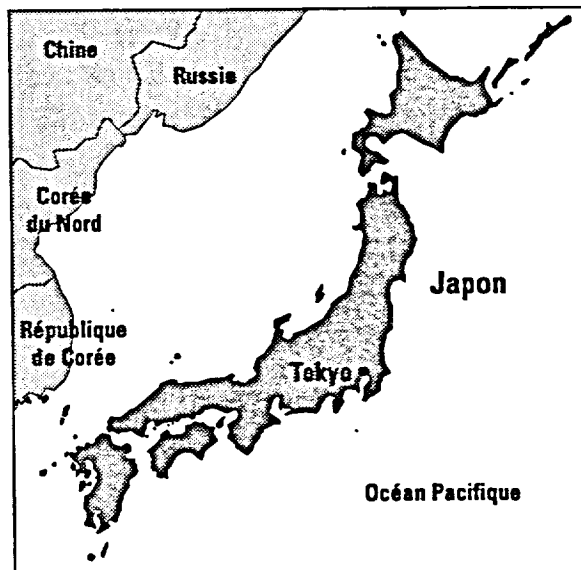
0,3 % (est. 1998)

Principale langue

Japonais

Principaux groupes religieux

Bouddhistes, shintoïstes



DONNÉES POLITIQUES

Régime

Monarchie constitutionnelle

Institutions démocratiques

Parlement bicaméral

Dirigeants

L'empereur Akihito

Le premier ministre Keizo Obuchi

Ministre des Affaires étrangères

M. Masahiko Komura

Ministre des Finances

M. Kiichi Miyazawa

Indice du développement humain de l'ONU (1999)

Le Japon se classe 4^e sur 174 pays.

Taux de chômage

4,8 % (mars 1999)

Principales exportations

Machines, véhicules motorisés, appareils électroniques et ordinateurs de grande consommation

Principales importations

Combustibles minéraux, denrées alimentaires, matières premières, machines, minerai métallique

Principales exportations vers le Canada

14 milliards de dollars (1998), en machines, matériel électronique et photographique, véhicules motorisés et pièces, ordinateurs, produits chimiques

Principales importations du Canada

8,6 milliards de dollars (1998), en bois d'œuvre et contreplaqué, pâtes et papiers, charbon, poisson, produits animaux, fruits de mer, graines oléagineuses

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB nominal

3,8 billions de dollars américains (1998)

Taux de croissance du PIB réel

-2,6 % (1998)

PIB par habitant

29 907 \$US (est. 1998)

Taux d'inflation

0,6 % (1998)

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. Leonard J. Edwards, ambassadeur

Ambassade du Canada

7-3-38 Akasaka, Minato-ku

Tokyo 107

Japon

Téléphone : (011-81-3) 5412-6200

Télécopieur : (011-81-3) 5412-6247

Osaka

Osaka, ville de 2 602 000 habitants et capitale de la préfecture d'Osaka, est située dans la baie du même nom à l'embouchure de la rivière Yodo. Comptant parmi les plus grandes villes et les principaux centres industriels et commerciaux du Japon, Osaka représente le carrefour d'une série de villes industrielles qui s'étend jusqu'à Kobe, son port auxiliaire. Les machines, l'appareillage électrique, le fer et l'acier, la métallurgie, le textile, les produits chimiques, la transformation des aliments et l'imprimerie figurent au nombre de ses principales industries.

Osaka portait autrefois le nom de Naniwa. Du milieu du VII^e jusqu'au milieu du VIII^e siècle, Naniwa était la capitale du Japon, ce qui donna lieu à une expansion urbaine considérable. Les sites historiques actuels de la région de Hoenzaka et les vestiges du palais Naniwa-no-miya témoignent du passé riche et lointain d'Osaka.

La ville fut dévastée au XIV^e siècle par une série de guerres, mais après la construction du temple Ishiyama Honganji, en 1496, elle s'est relevée autour de cet édifice religieux. C'est à cette époque que la région commença à se faire connaître sous le nom d'Osaka. À la suite de la destruction du temple, on construisit sur l'emplacement de ce dernier le château d'Osaka, en 1583. Ayant le château comme point central, la communauté commença à se développer autour du périmètre de la ville pour devenir l'Osaka que nous connaissons aujourd'hui.

La reconstruction des districts urbains et l'excavation des canaux, entreprises plus tard sous la direction des shoguns ou chefs héréditaires d'Edo (aujourd'hui Tokyo), conduisit à une ère de prospérité économique jamais vue auparavant. Osaka fut un centre financier et commercial prospère sous la dynastie d'Edo (1603-1867).

La municipalité moderne d'Osaka fut instituée en 1889 et des infrastructures urbaines furent mises sur pied, notamment un réseau d'aqueduc et un système de drainage, un port et un réseau de tramways. Les progrès se poursuivirent de façon constante au début du XX^e siècle, Osaka jouant un rôle de pionnière pour les villes japonaises, par la construction de son infrastructure moderne et la mise en place de ses politiques sociales. L'ouverture de l'aéroport international de Kansai en 1994 a contribué à relier Osaka aux grandes villes du monde.

Osaka est aujourd'hui reconnue pour sa gastronomie. Dans toute la ville, on peut déguster du sushi, du poisson-globe, de l'anguille et des nouilles sous différentes présentations originales.

Osaka a accueilli l'Exposition universelle de 1970 et l'Exposition internationale de jardins et d'horticulture, en 1990.

Tokyo

Tokyo-Yokohama, avec sa population dépassant les 28 millions d'habitants, est l'agglomération urbaine la plus peuplée du monde. La ville de Tokyo (7 840 000 habitants) constitue le centre éducatif, culturel, administratif et financier du Japon, ainsi qu'un centre industriel important en banlieue duquel sont établis de nombreux complexes manufacturiers. Tokyo est aussi l'une des premières villes du monde au chapitre de l'influence et du pouvoir économiques, de même que le carrefour des affaires et des communications pour la région du Pacifique est.

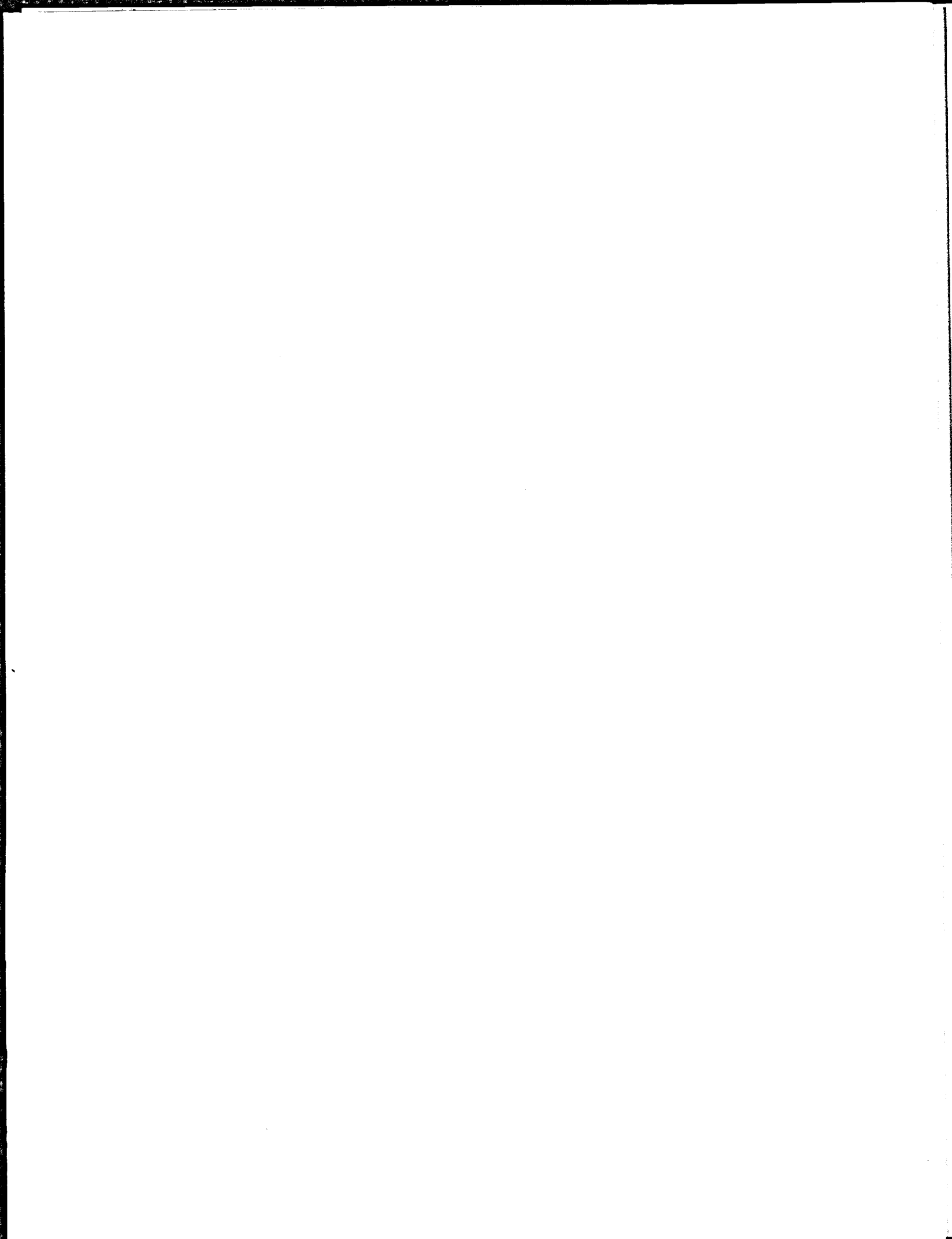
Des vestiges archéologiques montrent que l'emplacement de Tokyo était habité à l'âge de pierre. La ville actuelle a pris naissance au XII^e siècle, sous la forme d'un village nommé Edo.

En 1603, Edo devint la capitale des chefs héréditaires, les shoguns; la capitale impériale demeura cependant à Kyoto. Bien que la ville ait prospéré comme centre commercial et culturel, elle subit un déclin à mesure que s'affaiblit le shogunat. En 1868, le shogun se rendit aux forces impériales. L'empereur reprit les rennes du pouvoir et fit d'Edo sa capitale, qu'il nomma Tokyo.

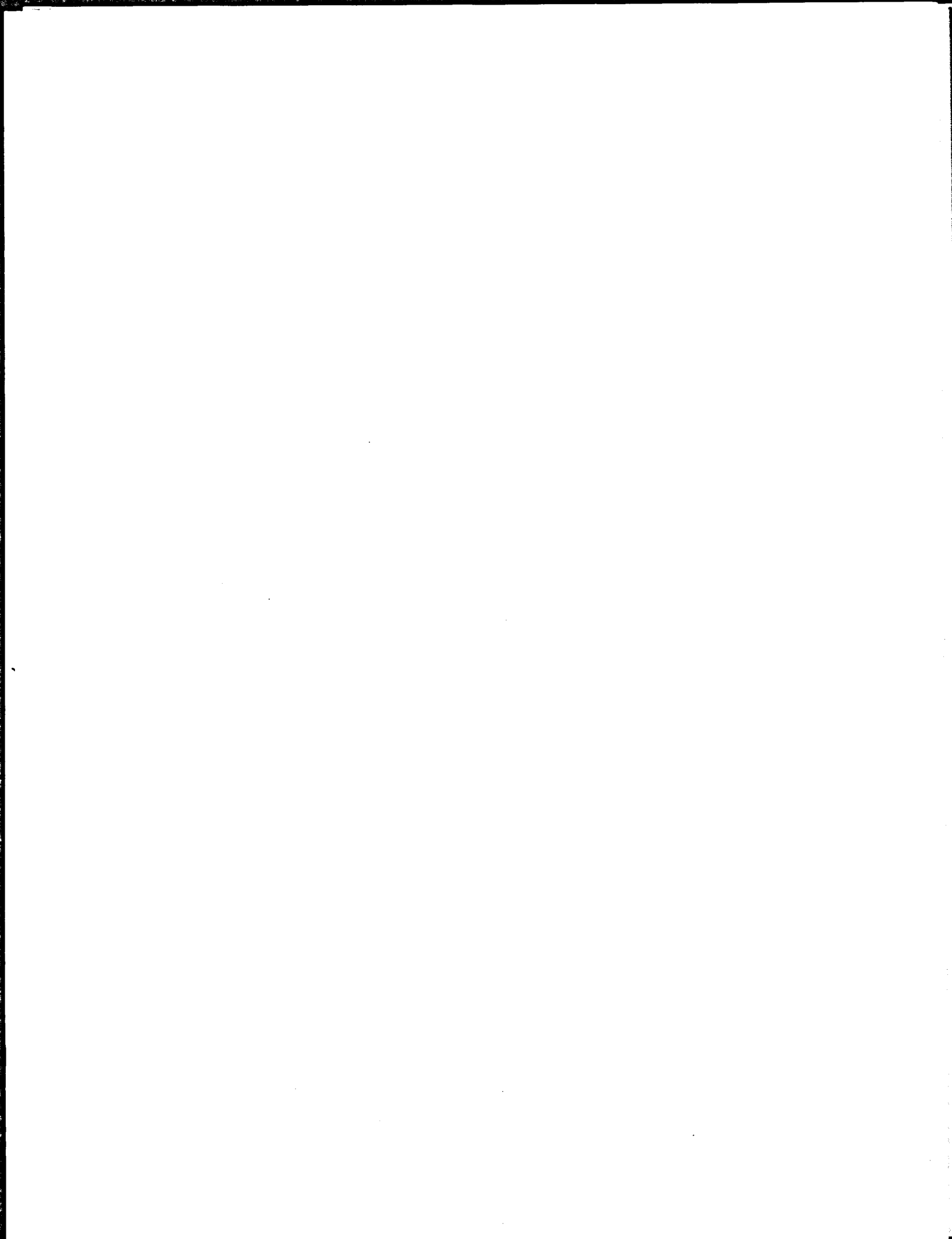
En raison de la position de Tokyo dans le monde, l'économie de la ville est largement orientée vers les services financiers et les activités bancaires. La ville est également un centre majeur de ventes de gros. Les appareils électroniques, le matériel de transport, les automobiles, les appareils photo et instruments d'optique, l'ameublement, le textile et une grande variété de produits de consommation, de même que l'édition et l'imprimerie, comptent parmi les diverses industries de Tokyo.

Tokyo possède la toute première ligne de transport public sur monorail au monde, qui fait la navette entre le centre-ville et l'aéroport international de Haneda, situé à proximité. (Le principal aéroport de Tokyo est cependant celui de Narita.)

La tour de Tokyo, construite en 1958, est reconnue comme la plus haute structure du genre sur base d'acier (333 m).



Notices biographiques



Ministres fédéraux

Le premier ministre du Canada

M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord Canada; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976 et il est devenu vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, en tant que membre de l'opposition officielle, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle cette année-là, il est devenu officiellement chef de l'opposition.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, en 1993, année où le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, et s'est vu confier un deuxième mandat aux élections de 1997.

M. Chrétien a épousé M^{me} Aline Chaîné, de Shawinigan, en 1957. Ils ont trois enfants.

Le ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

M. Pettigrew est né à Québec le 18 avril 1951. Il a obtenu un baccalauréat en philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1972 et une maîtrise en relations internationales du Balliol College, à Oxford, en 1976.

Expert-conseil en administration des affaires, M. Pettigrew a été, de 1985 à 1995, vice-président de Samson Bélair/Deloitte & Touche International (Montréal), où il a réalisé des études économiques au sujet de l'effet de la mondialisation sur divers secteurs industriels.

En 1994, M. Pettigrew a coprésidé le premier Forum national sur les relations internationales du Canada. Il a été conseiller en politique étrangère du premier ministre du Canada de 1981 à 1984 et adjoint exécutif du chef du Parti libéral du Québec de 1978 à 1981. Il a été directeur de la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN, à Bruxelles, de 1976 à 1978.

Appelé au Cabinet en janvier 1996, il a été nommé ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie. Deux mois plus tard, il a été élu député aux Communes. M. Pettigrew a été nommé ministre du Développement des ressources humaines en octobre 1996.

Réélu en juin 1997, pour représenter la circonscription de Papineau-Saint-Denis, il est devenu ministre du Commerce international le 3 août 1999.

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique)

M. Raymond Chan

Né à Hong Kong en 1951, M. Chan est arrivé au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974. Il est titulaire d'un baccalauréat en sciences appliquées en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique.

De 1977 à 1993, M. Chan a travaillé en tant qu'ingénieur au centre de recherche Triumf de l'Université de la Colombie-Britannique. Propriétaire de restaurant, il a également exploité deux petites entreprises de 1974 à 1989.

En 1989, M. Chan a fondé la Vancouver Society in Support of Democracy Movement et en a été le premier président. Il est aussi membre du Mandarin Lions Club et du Dragon Masters Toastmasters Club de Richmond.

M. Chan a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1993, puis réélu en 1997. Il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique. M. Chan a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique) en 1993, et de nouveau en 1997.

M. Chan et sa femme, Maureen, ont deux enfants.

Premiers ministres provinciaux

Le premier ministre de l'Ontario

M. Mike Harris

M. Mike Harris est né à Toronto en 1945. Il a grandi à Callander et habite maintenant North Bay.

Avant d'entreprendre sa carrière publique, M. Harris a travaillé dans les secteurs du tourisme et des loisirs. Il a été propriétaire et exploitant d'entreprises, notamment d'un lieu de villégiature et d'un centre de ski, dans les régions de Nipissing et de Parry Sound.

Ancien instituteur, M. Harris a été membre du Conseil scolaire de Nipissing pendant sept ans, dont quatre en qualité de président. Il a assumé en outre un mandat à la présidence de l'Association des commissaires d'école du Nord de l'Ontario.

M. Harris a été élu à l'Assemblée législative de l'Ontario en 1981, à titre de député de Nipissing. Nommé au conseil des ministres en 1985, il s'est vu confier les portefeuilles des Richesses naturelles et de l'Énergie. Dans l'opposition, M. Harris a été leader parlementaire du Parti conservateur et porte-parole officiel en matière de revenu, de main-d'oeuvre, de logement, de finances et de développement du Nord.

M. Harris a été élu chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario en 1990. Il est devenu premier ministre de l'Ontario le 26 juin 1995. M. Harris et son gouvernement ont été reconduits au pouvoir lors des élections du 3 juin 1999.

M. Harris a deux enfants.

Le premier ministre du Québec

M. Lucien Bouchard

M. Lucien Bouchard est né le 22 décembre 1938 à Saint-Coeur-de-Marie, dans la région du lac Saint-Jean, au Québec. Il a d'abord obtenu un baccalauréat ès arts du Collège de Jonquière en 1959, puis un baccalauréat en sciences sociales et une licence en droit de l'Université Laval. Il a ensuite été admis au Barreau du Québec.

M. Bouchard a exercé la profession d'avocat en cabinet privé et a œuvré au sein de commissions et d'organismes liés au domaine des relations de travail, dans les secteurs public et privé. Il a été notamment procureur en chef de la Commission de l'industrie de la construction.

En juillet 1985, M. Bouchard a été nommé ambassadeur du Canada en France, poste qu'il a occupé jusqu'à sa nomination comme secrétaire d'État du Canada, en mars 1988.

D'abord élu député de la circonscription du Lac-Saint-Jean en juin 1988, il a été réélu aux élections fédérales de novembre 1988 et s'est vu confier, en janvier 1989, le portefeuille de l'Environnement. Il a participé également aux travaux de plusieurs comités du Cabinet.

En mai 1990, M. Bouchard a démissionné de son poste de ministre de l'Environnement et a quitté le Parti progressiste-conservateur pour siéger aux Communes comme député indépendant, puis comme chef d'un nouveau parti, le Bloc québécois. Sous la bannière de ce parti, il a été réélu député du Lac-Saint-Jean aux élections fédérales d'octobre 1993 et est devenu chef de l'opposition officielle à la Chambre des communes.

En janvier 1996, il a démissionné de ses fonctions et a annoncé son adhésion au Parti québécois, dont il a assumé la présidence. Il a été assermenté à titre de premier ministre du Québec le 29 janvier 1996; le 19 février suivant, il était élu député de Jonquière à l'Assemblée nationale. Il a été réélu le 30 novembre 1998 comme député de Jonquière et premier ministre du Québec.

M. Bouchard et sa femme, Audrey Best, ont deux enfants.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick

M. Bernard Lord

M. Bernard Lord est né le 27 septembre 1965 et a grandi à Moncton. Il a fait ses études à l'Université de Moncton où il a obtenu en 1988 un baccalauréat en sciences sociales avec spécialisation en économie. Il a ensuite reçu un diplôme de droit en 1992.

M. Lord a été admis au barreau en 1993 et a exercé le droit en cabinet privé à Moncton. Il a été associé-fondateur du cabinet d'avocats Leblanc, Boudreau, Desjardins et Lord.

M. Lord a été élu chef du Parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick en 1997. Élu député de Moncton-Est en octobre 1998, il est devenu chef de l'opposition officielle.

Réélu député de Moncton-Est le 7 juin 1999, M. Lord est devenu le 30^e premier ministre du Nouveau-Brunswick lors de son assermentation le 21 juin 1999.

M. Lord et sa femme, Diane, ont deux enfants.

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse

M. John Hamm

M. John Hamm est né à New Glasgow, en Nouvelle-Écosse, le 8 avril 1938. Il a étudié à l'Université King's College, où il a obtenu un baccalauréat en sciences en 1958, et à l'Université Dalhousie, où il a obtenu un diplôme en médecine en 1963.

Lieutenant en second dans l'armée canadienne, M. Hamm a aussi été président du College of Family Physicians de la Nouvelle-Écosse et président de la Medical Society de cette même province.

M. Hamm a été élu député de la circonscription de Pictou Centre à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse en 1993. De 1993 à 1999, il a fait partie du Comité permanent chargé du développement économique. En 1995, il était élu chef du Parti progressiste-conservateur de la Nouvelle-Écosse et réélu à ce poste en 1998.

Lors des élections générales du 27 juillet 1999 en Nouvelle-Écosse, M. Hamm devenait premier ministre, alors que le Parti progressiste-conservateur était appelé à former un gouvernement majoritaire.

M. Hamm et sa femme, Genesta Hartling, ont trois enfants.

Le premier ministre de la Colombie-Britannique

M. Dan Miller

Né le 24 décembre 1944, M. Dan Miller a travaillé comme mécanicien d'entretien avant d'entrer sur la scène politique.

Élu à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique en 1986, il représente la circonscription de North Coast.

Dans l'opposition, M. Miller a agi à titre de porte-parole néo-démocrate en matière de forêts. Il a été ministre des Forêts de 1991 à 1993, ministre de la Formation et du Travail de 1993 à 1996 et ministre des Affaires municipales de 1996 à 1997. En 1996, il a également été nommé vice-premier ministre.

De 1997 jusqu'au début de 1998, M. Miller a été ministre de l'Emploi et de l'Investissement et responsable de plusieurs sociétés d'État, dont B.C. Hydro.

Le 25 août 1999, M. Miller a été nommé premier ministre de la Colombie-Britannique. Ministre de l'Énergie et des Mines et responsable du développement du Nord depuis 1998, il cumulera les deux fonctions.

M. Miller et sa femme, Gayle Ballard, ont cinq enfants.

Le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard M. Patrick Binns

M. Patrick Binns est né le 8 octobre 1948. En 1971, il a obtenu une maîtrise ès arts en développement communautaire de l'Université de l'Alberta.

Après avoir été agent de développement pour le gouvernement de l'Alberta, il s'est établi en 1972 à l'Île-du-Prince-Édouard, où il a travaillé auprès du Conseil de développement rural de la province.

De 1974 à 1978, alors qu'il travaillait pour le gouvernement provincial, M. Binns a coordonné la mise sur pied et l'administration des centres de services régionaux dans l'est de la province. En 1978, il a été décoré de la Médaille canadienne commémorative du règne de la reine pour ses services exceptionnels à la fonction publique.

M. Binns a été élu à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard en 1978. De 1979 à 1984, il a été notamment ministre de l'Industrie, des Affaires municipales, des Pêches, de l'Environnement, du Travail et du Logement, et responsable du développement économique. De 1984 à 1988, M. Binns a été député fédéral de la circonscription de Cardigan, et a siégé aux comités permanents de l'agriculture et des pêches. Il a également occupé le poste de secrétaire parlementaire auprès du ministre des Pêches et des Océans.

De 1986 à 1996, M. Binns a travaillé dans le secteur privé, où il a assumé la présidence d'Island Bean Limited et de Pat Binns and Associates.

Aux élections générales du 18 novembre 1996, il a été élu député de la circonscription de Murray River-Gasperaux à l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard. Le 27 novembre 1996, il a été assermenté à titre de 31^e premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard.

M. Binns et sa femme, Carol, ont quatre enfants.

Le premier ministre de l'Alberta

M. Ralph Klein

M. Ralph Klein est né à Calgary le 1^{er} novembre 1942. Il a étudié à Calgary, mais a interrompu ses études secondaires pour s'enrôler dans l'Aviation royale du Canada. Après avoir quitté les Forces armées, il a poursuivi ses études, puis est devenu directeur du Calgary Business College.

De 1963 à 1969, M. Klein a travaillé dans le domaine des relations publiques pour la Croix-Rouge et Centraide. Il est ensuite devenu journaliste à la radio et à la télévision, puis a été maire de Calgary de 1980 à 1989.

En mars 1989, peu après avoir été élu député de Calgary-Elbow à l'Assemblée législative de l'Alberta, M. Klein a été nommé ministre de l'Environnement. En décembre 1992, il a été élu chef du Parti progressiste-conservateur et est devenu premier ministre de la province. Il a été réélu à l'Assemblée législative en juin 1993, puis de nouveau le 11 mars 1997.

M. Klein a reçu l'Ordre de Saint-Jean en 1986 et a été accueilli dans l'Ordre olympique en 1988. Il a été nommé « homme de l'année » par l'International Young Entrepreneurs en 1994. L'année suivante, la ville de Calgary l'honorait en le désignant « citoyen éminent du siècle ». Il a été le premier à recevoir le Prix international du Fraser Institute pour ses réalisations en matière de rendement fiscal.

M. Klein et sa femme, Colleen, ont cinq enfants.

Le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador

M. Brian Tobin

M. Brian Tobin est né et a grandi à Stephenville, dans l'Ouest de Terre-Neuve. Il a fait ses études à l'Université Memorial de Terre-Neuve, puis a travaillé comme journaliste avant d'entrer en politique.

Il a été élu à la Chambre des communes en 1980, à titre de député de la circonscription fédérale de Humber-Sainte-Barbe-Baie Verte, et a été nommé secrétaire parlementaire auprès du ministre des Pêches et des Océans. Il a été réélu en 1984, en 1988 et en 1993, et a été nommé ministre des Pêches et des Océans en novembre 1993.

Alors qu'il était dans l'opposition, M. Tobin a été porte-parole de son parti en ce qui a trait aux forêts, à l'emploi, à l'expansion industrielle régionale et à la privatisation, ainsi qu'en matière de transports.

En 1989, il devenait président du caucus libéral national. Il a été membre des comités nationaux de la campagne libérale et de la plate-forme électorale en 1993.

M. Tobin a aussi été vice-président du comité de la Chambre chargé du développement régional et membre de comités chargés des transports, des pêches et forêts, du travail, de l'emploi et de l'immigration, ainsi que du Comité constitutionnel et du Comité spécial sur les perspectives d'emploi pour les années 80.

Après avoir été élu par acclamation chef du Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador, il était assermenté à titre de sixième premier ministre de la province le 26 janvier 1996. M. Tobin et son gouvernement ont été reconduits au pouvoir le 9 février 1999.

M. Tobin et sa femme, Jodean Smith, ont trois enfants.

Leaders des gouvernements territoriaux

Le leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

M. James Antoine

M. James Antoine est né à Fort Simpson en 1949. Après avoir étudié à l'Université du Wisconsin, M. Antoine a obtenu un certificat en gestion de l'Université de Lethbridge.

M. Antoine a été chef de la bande Dénée de Fort Simpson pendant trois mandats, soit quatorze ans au total. Il a participé à la création de la Nation Dénée depuis 1972. Il a également contribué à l'établissement du conseil régional de Deh Cho et du conseil de bande de Deh Cho et a assumé la fonction de directeur exécutif pour les deux organisations. Il a été président de Nogha Enterprises, propriété de la Fort Simpson Dene Band Development Corporation. Il a agi comme coordonnateur lors de la visite du pape à Fort Simpson en 1987.

M. Antoine a été élu à l'Assemblée législative en 1991 et réélu le 16 octobre 1995. Le 10 décembre 1998, il devenait leader du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

M. Antoine et sa femme, Celine, ont quatre enfants.

Le leader du gouvernement du Yukon

M. Piers McDonald

M. Piers McDonald est né à Kingston, en Ontario, le 4 août 1955. Après avoir étudié à l'Université Queen's, il est allé s'installer au Yukon en 1975.

Mineur de fond à la United Keno Hill Mine d'Elsa pendant six ans, il a milité dans la section 924 des Métallurgistes unis d'Amérique.

En 1982, il a été élu député de la circonscription de Mayo à l'Assemblée générale du Yukon. Dans l'opposition, il a été porte-parole de son parti sur le travail, la Commission de la fonction publique, la santé et la sécurité au travail, la Commission des accidents du travail et l'agriculture. Après les élections de 1985, M. McDonald est devenu ministre de l'Éducation, ministre des Services communautaires et des Transports, ainsi que ministre responsable de la Société d'habitation du Yukon.

De 1989 à 1991, il a eu la charge des portefeuilles des Finances, de l'Éducation et du Développement économique. Il a ensuite été ministre de l'Éducation, des Services gouvernementaux et de la Commission de la fonction publique. Il a aussi été responsable de la Commission des accidents du travail jusqu'en 1992.

Après la fusion des circonscriptions de Mayo et de Tatchun, M. McDonald a été élu dans la circonscription de McIntyre-Takhini, à Whitehorse, en 1992 et en 1996.

M. McDonald est à la tête du Nouveau Parti démocratique du Yukon depuis 1995. Il a mené son parti à la victoire aux élections générales de 1996. Le 19 octobre 1996, il était assermenté comme leader du gouvernement et ministre des Finances. En tant que ministre du Bureau du conseil exécutif, il assume les responsabilités relatives aux revendications territoriales, à la délégation des pouvoirs et aux relations intergouvernementales.

M. McDonald et sa femme, Ofelia Andrade, ont quatre enfants.

Le leader du gouvernement du Nunavut

M. Paul Okalik

M. Paul Okalik est né en 1964 à Pangnirtung dans les Territoires du Nord-Ouest. Il a obtenu un baccalauréat en sciences politiques et en études canadiennes de l'Université Carleton en 1993 ainsi qu'un diplôme en droit de l'Université d'Ottawa en 1997. Il a été admis au barreau des Territoires du Nord-Ouest le 12 février 1999.

En 1985, M. Okalik commença à travailler pour la Fédération Tungavik du Nunavut (FTN) à titre de négociateur et de chercheur régional pour l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Sous-négociateur en chef et adjoint spécial du président de la FTN, M. Okalik a contribué aux négociations de ce qui allait devenir en 1993 la plus grande revendication territoriale de l'histoire canadienne. Il est ensuite devenu directeur intérimaire de la Nunavut Tungavik Inc., où il a veillé à l'application des dispositions de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut par les Inuits.

Le 15 février 1999, la population d'Iqaluit West a élu M. Okalik pour la représenter à la première assemblée législative du Nunavut. Le 5 mars 1999, les membres de l'Assemblée élaient M. Okalik premier leader du gouvernement du Nunavut.

M. Okalik a deux enfants.

doc
CA1
EA
99V34
EXF

.b3545581 (E)
.b 3545593 (F)



**Team Canada • Équipe Canada
1999**

**Visit to Japan
by
Prime Minister Jean Chrétien
and Team Canada**

September 13–18, 1999

Background Information

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

NOV 19 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du ministre



**Team Canada • Équipe Canada
1999**

**Visit to Japan
by
Prime Minister Jean Chrétien
and Team Canada**

September 13-18, 1999

Background Information

Canada

625109211(A)

62510976(C)

11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

Team Canada Mission

- Team Canada 1999 3
- Canada's International Trade Agenda 5
- Canada's Trade and Investment Performance in 1998 7
- Charts: Canada's Economic Performance 9

Japan

- Keizo Obuchi, Prime Minister of Japan 15
- Canada-Japan Relations 16
- Canada-Japan Treaties 21
- Canada-Japan Memorandums of Understanding 23
- Japan (fact sheet) 24
- Osaka 25
- Tokyo 26

Biographies

Federal Ministers

- Jean Ch  tien, Prime Minister of Canada 29
- Pierre S. Pettigrew, Minister for International Trade 30
- Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific) 31

Provincial Premiers

- Mike Harris, Premier of Ontario 32
- Lucien Bouchard, Premier of Quebec 33
- Bernard Lord, Premier of New Brunswick 34
- John Hamm, Premier of Nova Scotia 35
- Dan Miller, Premier of British Columbia 36
- Patrick Binns, Premier of Prince Edward Island 37
- Ralph Klein, Premier of Alberta 38
- Brian Tobin, Premier of Newfoundland and Labrador 39

Territorial Government Leaders

- James Antoine, Government Leader of the Northwest Territories 40
- Piers McDonald, Government Leader of Yukon 41
- Paul Okalik, Government Leader of Nunavut 42

Team Canada Mission

Team Canada 1999

Although its primary aim is to increase trade links and attract investment, Team Canada missions mean much more to the Canadian economy. A key element in Canada's approach to international business development, these missions link government and private sector as equal partners in spurring the continued growth of Canada's economy. One in three jobs in Canada depends largely on trade with other countries. Canada's exports account for more than 40 per cent of its gross domestic product, a higher percentage than in any other G-7 nation. Every billion dollars worth of exports sustains about 11,000 Canadian jobs.

This year's mission is a departure from previous Team Canada efforts. It targets a mature economy key to the Asia-Pacific region rather than focusing on emerging markets. Prime Minister Jean Chrétien has led three previous Team Canada trade missions to Asia: to China and Hong Kong in November 1994; to India, Pakistan, Indonesia and Malaysia in January 1996; and to South Korea, the Philippines and Thailand in January 1997. (In January 1998, the Prime Minister also led a Team Canada mission to Mexico, Brazil, Argentina and Chile.)

Team Canada 1999 includes the Prime Minister, provincial premiers and territorial leaders, the Minister for International Trade, the Secretary of State (Asia-Pacific), mayors from major Canadian cities, and business and industry leaders.

Participants from the business world have varied backgrounds. Many are from small and medium enterprises, and they range from young entrepreneurs to tourism promoters. More than 1,600 companies across Canada have gained immediate access to government and private sector leaders in international markets through Team Canada. In past missions, these firms have concluded more than 800 business deals valued at almost \$24 billion.

During this year's mission, the Canadian delegation will meet with many leading political and business figures in Japan to explore ways to strengthen economic ties. Team Canada 1999 will showcase Canadian know-how and expertise to Japanese partners and investors and expose Canadian decision makers to Japanese business strengths.

This mission will target areas of high technology and innovation. The focus will be on electric power and new energy, the environment, information and communications technologies, education, building technologies and materials, biotechnology and food biotechnology, health care, space and aerospace, agriculture and agri-food, and mining and natural resources.

Senior executives in these sectors will participate in business programs in Osaka and Tokyo. The main components include plenary sessions to examine economic and social trends, sectoral sessions for information exchange and networking, a Team Canada forum to provide an exchange of views between business delegates and Canadian government leaders, and special sessions and discussions to highlight such themes as young entrepreneurs and education.

Team Canada 1999 is an opportunity for Canadian and Japanese business people to view each other as gateways to their respective markets. In Canada, Japanese companies can gain preferred access to a North American market of 386 million people through the North American Free Trade Agreement. Similarly, Canadian partnerships with Japanese firms are increasingly bringing the benefits of new expertise and opening new gateways to Japan and the expanding Asia-Pacific market.

Canada's International Trade Agenda

International trade and investment today contribute more to Canada's gross national product than ever before. Over 40 per cent of Canada's goods and services are exported and almost the same percentage is imported. Further, Canada has always imported and now increasingly exports direct investment; in the past three years, Canada has become a net direct investor abroad.

The impact on the Canadian economy and society of this dramatic growth in trade and investment has been pervasive. The industrial structure, jobs and wages, and technology have all been influenced by the increasing integration of Canada's economy into the world economy, particularly since the Canada-U.S. Free Trade Agreement was implemented on Jan. 1, 1989.

By providing the challenge of international competition and by rewarding innovation and related skills, international trade has made Canada's economy stronger, more resilient, better able to create high paying, high skilled jobs, and has better prepared workers to compete. At the same time, it has required more discipline on the part of business and public policy makers. Above all, it has helped shape how Canadians think of themselves in today's world and how others see us, and influenced the interdependencies of Canada's provinces, territories and regions.

Canada's future economic and industrial policy includes a growing role for international trade, investment and technology. Economic growth and job creation prospects are dependent on success in the international forum. International trade and investment is a pipeline to and from the international economy for Canada, providing greater growth opportunities and access to a wider and less expensive range of goods, services, investment, technologies and skills. It has also brought with it the uncertainties of globalization, helping the economy to grow faster and create more jobs than most countries when international conditions are favourable and imposing slow growth, recession and job losses when world conditions are less favourable.

The present time is full of opportunity for Canada and for the international trading system in general. During the past 50 years, global and regional efforts to build up a rules-based global trading system and bring down trade barriers have gone a long way to repair the damage to world peace, prosperity and social cohesion done in the first half of this century. However, the world economy remains less open to trade and investment than it was at the end of the last century; much remains to be done through further international trade negotiations in the WTO and through regional agreements such as the Free Trade Area of the Americas. Because of the increasing interdependence of countries and people, there are more domestic issues and certainly more complex issues than those dealt with in previous rounds of multilateral or regional trade negotiations.

In parallel with efforts on the trade policy front, the government reassessed the focus and structure of its trade and investment promotion efforts. The Team Canada approach to international business development, as it has come to be known, builds on the government's jobs and growth agenda. The cornerstones are the international Team Canada missions led by the Prime Minister and the provincial premiers and Team Canada Inc, Canada's on-line trade agency.

Team Canada Inc is the driving force behind an effort by the Department of Foreign Affairs and International Trade, Industry Canada, and Agriculture and Agri-Food Canada to improve service to clients. At no time has Canada been better positioned to offer business comprehensive, strategically co-ordinated services and program support for international business development. Twenty federal departments and agencies have joined Team Canada Inc and contribute financially to its operation.

The Team Canada approach to trade and investment promotion recognizes that more Canadian businesses, including the new export constituencies, comprising small and medium enterprises, women, youth and Aboriginal entrepreneurs, will be the first to benefit from programs and services that are less complicated, better co-ordinated, better focused and more accountable. Resources are too scarce and the global economy too competitive for government service providers to be competing with one another for clients. Team Canada Inc ensures a collaborative effort to quickly and efficiently get the right information, service and support to those businesses that can benefit.

To maintain the momentum of growth-generating trade and investment liberalization and to build on Canada's trade and investment success, Canada must take full advantage of the rapidly changing global economy. This will be accomplished through the multilateral trade negotiations that are to be inaugurated at the Seattle WTO Ministerial Conference, through the broadening of regional trade arrangements, and through the promotion of identifiable brands.

Canada's Trade and Investment Performance in 1998

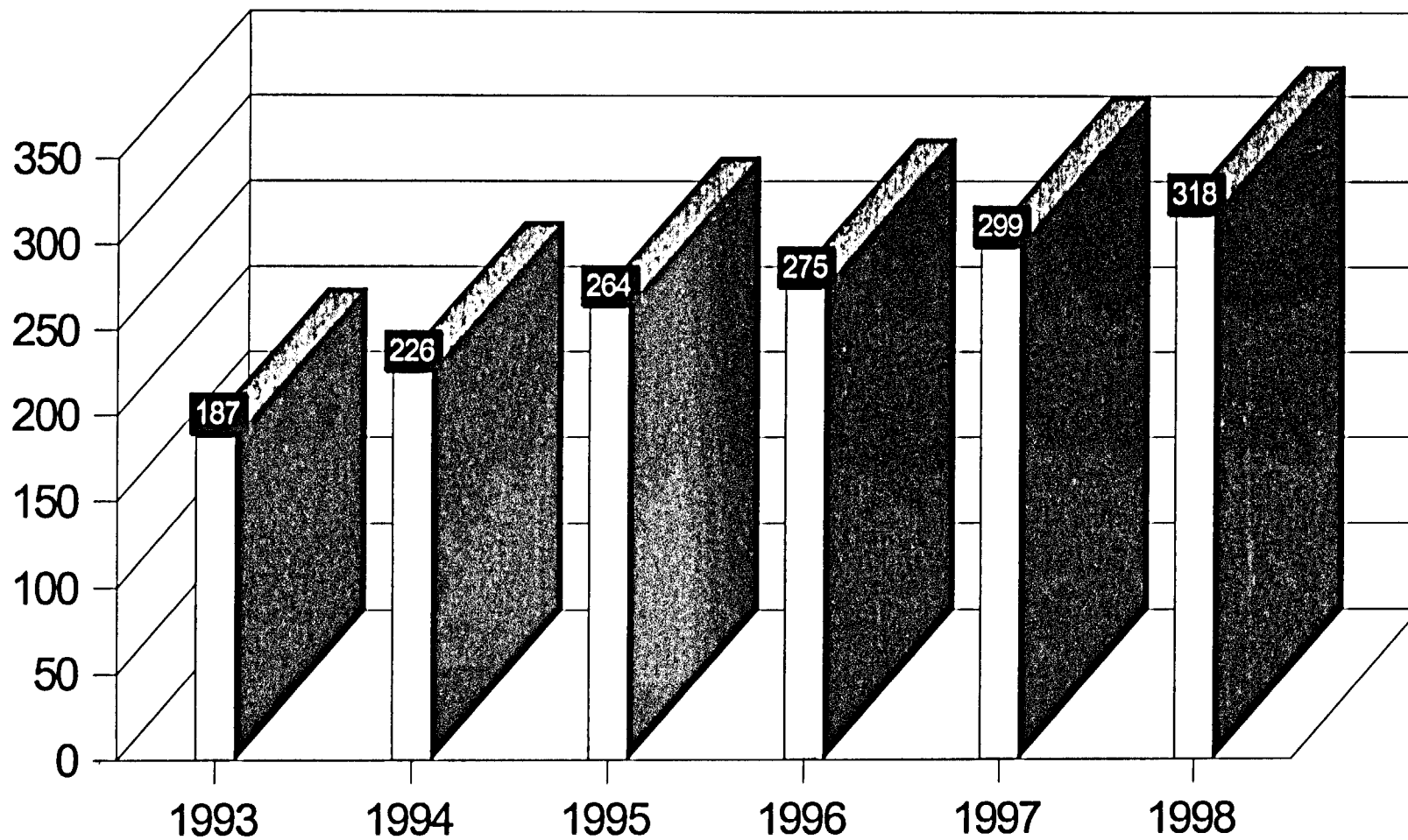
- In 1998, in spite of a frequently uncertain global economy, Canadian export trade (goods and services) continued to grow at more than double the pace of the Canadian economy and now represents approximately 42 per cent of Canada's gross domestic product (GDP).
- Marking another record-setting year, Canada's export trade reached \$368.9 billion in 1998, almost double the value of exports in 1992 and \$24.7 billion, or 7.2 per cent, over 1997 levels. Overall, in the face of the economic slowdown in key Asian and Latin American markets, Canada's goods and services trade surplus, while lower, finished 1998 at a very respectable \$10.9 billion.
- Manufactured and processed goods now account for 74 per cent of the total value of Canadian exports — with exports of consumer goods, automotive products, and machinery and equipment showing sharp increases (17.2 per cent, 13.1 per cent and 15.9 per cent respectively) over 1997 levels.
- Services account for 12.3 per cent of total exports. Their share has been growing rapidly over the past 10 years, particularly in the fields of telecommunications, financial services, technology transfer, engineering and architecture.
- Canada's agri-food industry, which accounts for about nine per cent of the country's GDP, exported \$21 billion in products in 1998. This represents about three per cent of world agri-food trade. Buoyed by its success to date, Canada's agri-food industry has set a new goal of four per cent of the value of world agricultural and agri-food exports by 2005.
- While Canadians continued to explore new markets, the United States remained Canada's largest foreign market in 1998 and its strongest market in terms of export growth. Canada has the best access to the world's biggest economy. Exports to the United States increased by 11.2 per cent to a record \$270.6 billion last year, resulting in a trade surplus with the United States of \$36.4 billion, or 11.7 per cent, over 1997.
- Canada's export success translates into jobs across the country. Selling Canadian products and services around the world brings not only increased prosperity and a higher standard of living overall, but more and better jobs for Canadians. Of the more than 1.4 million net new jobs created in Canada since 1993, almost two in five are export-based. Today, some three million Canadian workers owe their jobs directly to foreign markets.

An analysis conducted by the Government of Canada in 1997 showed that \$1 billion in exports sustains approximately 11,000 jobs.

- Canadian companies are demonstrating their maturity as global players by enhancing their market access through selective investments abroad. These investments promote an awareness of Canada's business acumen and facilitate increased exports, employment and profits at home. Total Canadian direct investment abroad in 1998 reached \$239.8 billion, up by a record \$34 billion from 1997 levels.
- By the end of 1998 foreign direct investment in Canada reached \$217.1 billion — an increase of 10 per cent. The United States accounted for about two-thirds of foreign direct investment in Canada while the European Union contributed one-fifth.
- The Program for Export Market Development-Investment was launched by the Minister for International Trade in Ottawa on Jan. 13, 1999. The program is designed to help Canadian communities attract foreign investment. The program commits \$5 million annually for public-private partnerships at the local level, with the federal government contributing up to 50 per cent of the cost of individual initiatives in such areas as training, database development, research and production of marketing material. The program's objectives are to enhance investment readiness among Canadian communities and to foster excellence in local initiatives to attract investment.
- Several venture financing events were organized in 1998, primarily in Pacific Rim countries, to introduce knowledge-based Canadian companies to foreign financial institutions, including venture capital companies. These initiatives helped small Canadian companies secure more than \$35 million in venture financing to expand their operations in Canada.
- An international cost comparison study, *The Competitive Alternatives: A Comparison of Business Costs in North America, Europe and Japan*, was released at a ceremony in Ottawa on March 11, 1999. This study is recognized as the world's most comprehensive and objective "international scorecard" on the costs of operating a business. It is based on statistics collected from a wide range of cities and across many countries and sectors. The 1999 study found that among the G-7 countries, Canada offers the most cost-effective locations for new business investment.

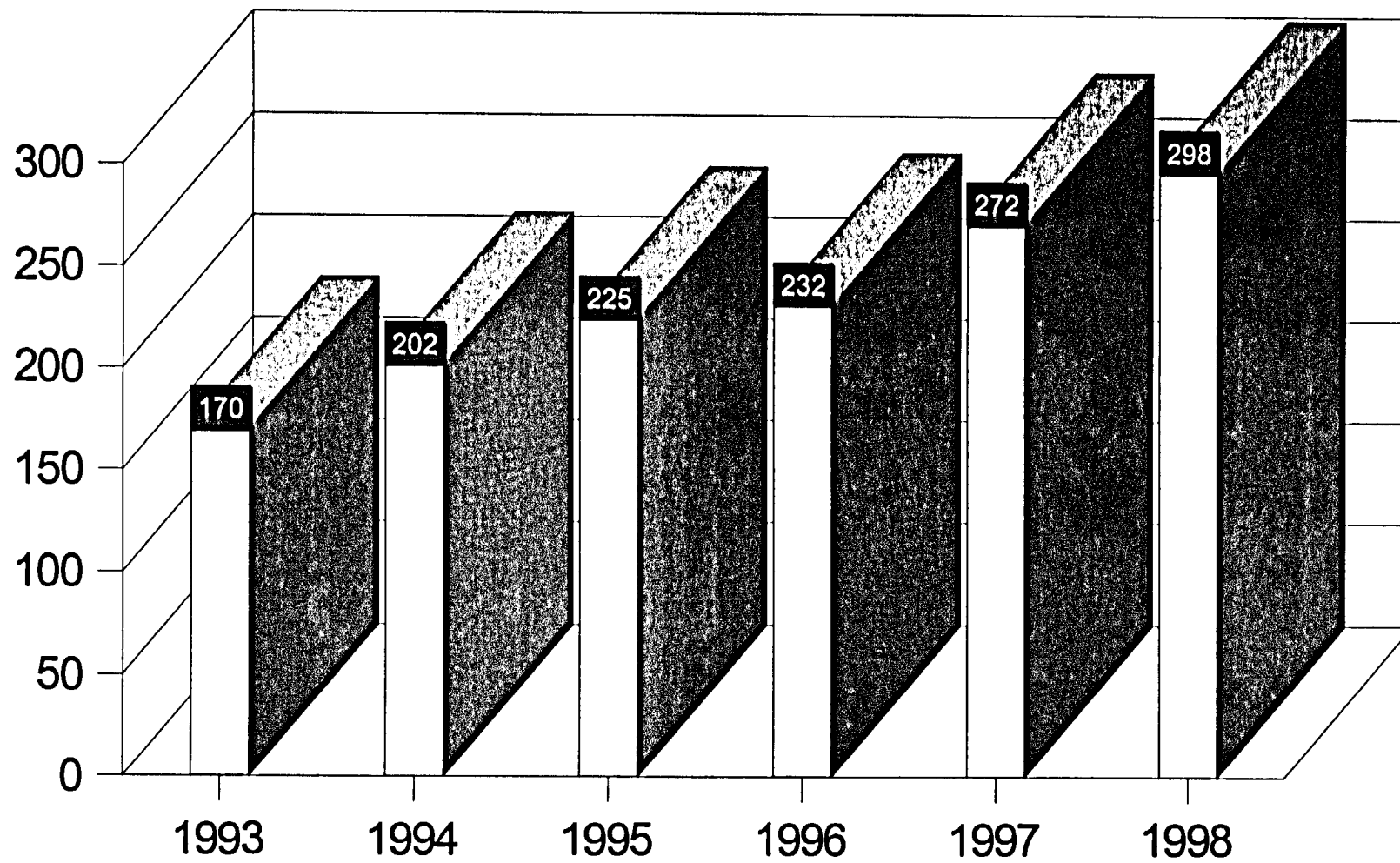
Canada's Merchandise Trade Exports, 1993-1998

(in \$ billions)



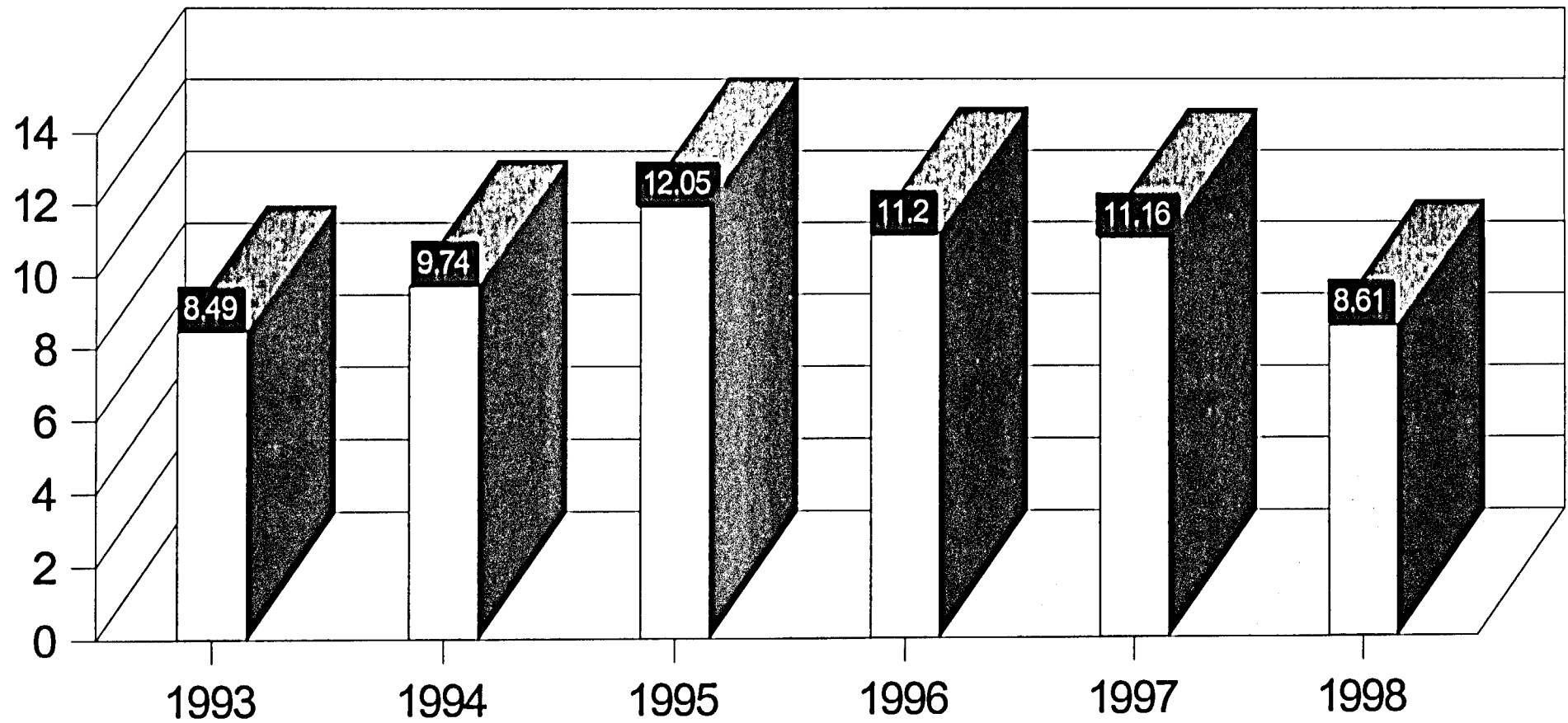
Canada's Merchandise Trade Imports, 1993-1998

(in \$ billions)



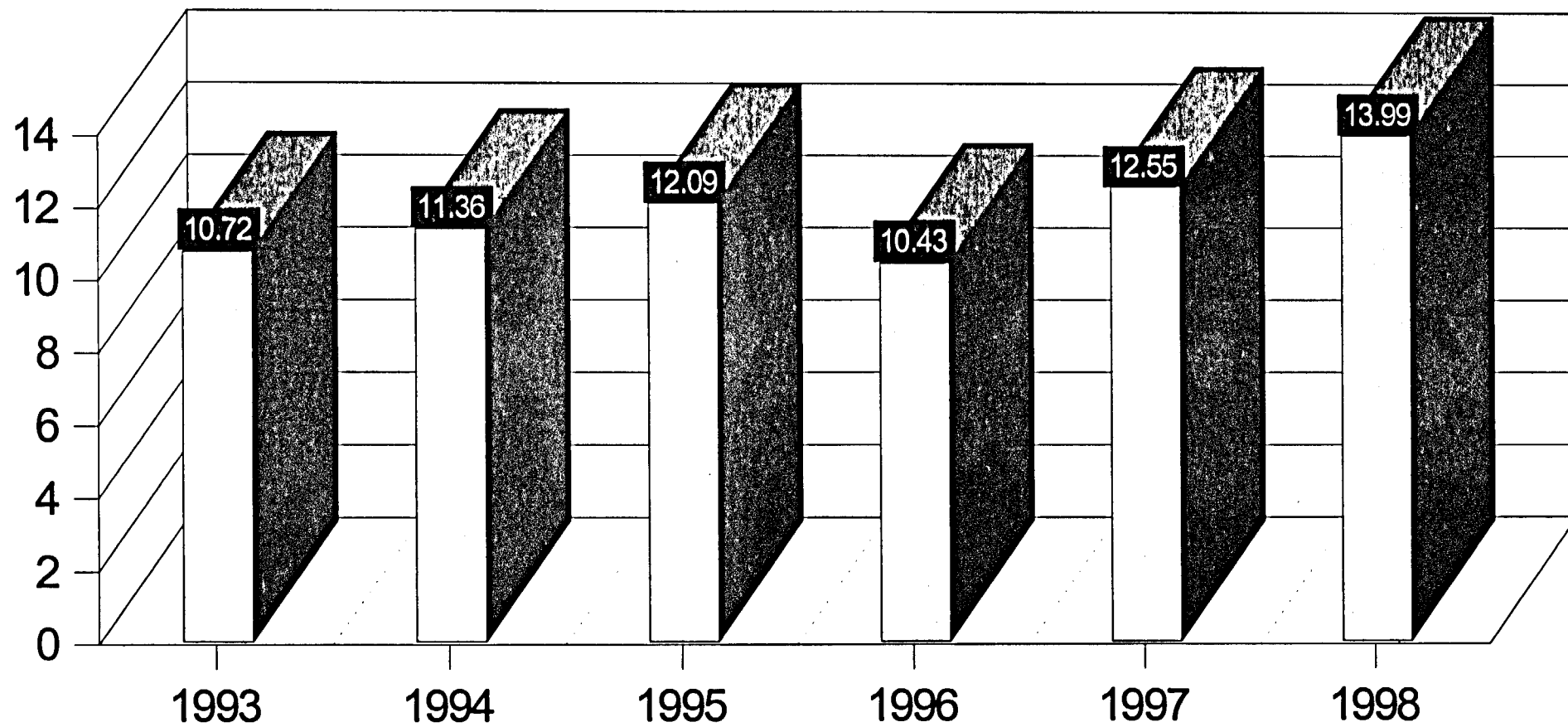
Canada's Exports to Japan, 1993-1998

(in \$ billions)

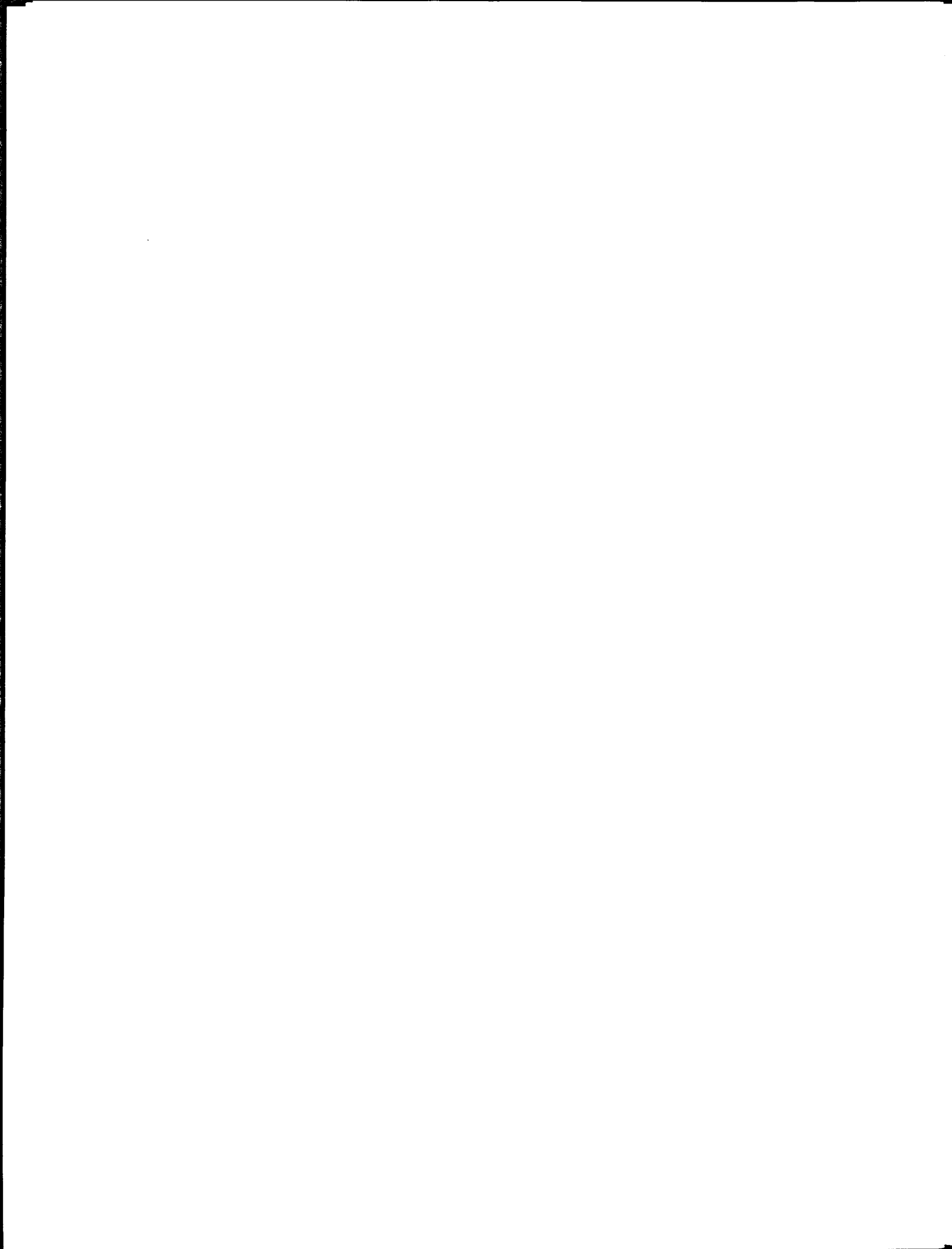


Canada's Imports from Japan, 1993-1998

(in \$ billions)



Japan



Keizo Obuchi

Prime Minister of Japan

Keizo Obuchi was born on June 25, 1937, at Nakanojo in the Gunma prefecture. He graduated from Waseda University in 1962 and continued his studies at the university's graduate school of political science.

Mr. Obuchi began his political career in 1963 after winning a seat in the House of Representatives, and he went on to win 12 consecutive terms in the lower house as a Liberal Democratic Party candidate. Appointed parliamentary vice-minister of Posts and Telecommunications in 1970 and parliamentary vice-minister of Construction in 1972, Mr. Obuchi became deputy director general of the Prime Minister's Office in 1973.

In 1979, Mr. Obuchi was appointed director general of the Prime Minister's Office and director general of the Okinawa Development Agency. In 1987, he became chief cabinet secretary.

Mr. Obuchi subsequently held key posts with his party, including secretary general and vice-president. In 1997, Mr. Obuchi was appointed Minister of Foreign Affairs and, in July 1998, he was elected party president.

On July 30, 1998, Mr. Obuchi became Prime Minister of Japan.

Mr. Obuchi is married and has three children.

Canada–Japan Relations

- This visit of Prime Minister Jean Chrétien to Japan coincides with the 70th anniversary of Canada–Japan diplomatic relations.
- Canada and Japan have strengthened their relations through membership in the United Nations, the G-8 group of countries, the Organisation for Economic Co-operation and Development, and the Quadrilateral Trade Ministers' Group (Canada, the European Union, Japan and the United States). They also share a common interest in the Pacific community and participate in the Asia–Pacific Economic Cooperation forum (APEC) and the Association of South East Asian Nations regional forum.
- The relationship has been built over many years through private and public contacts in the framework of consultative institutions such as the Joint Economic Committee; the Canada–Japan Business Conference; Canada–Japan Parliamentarians' Consultations; Canada–Japan Cultural Consultations; and Canada–Japan Annual Consultations on Official Development Assistance Cooperation.
- During Prime Minister Chrétien's 1996 visit to Japan, there were several key advances. These include agreeing on a comprehensive agenda for co-operation; initiating exchanges of foreign affairs, international trade and industry staff; signing the Third Country Co-operation Agreement; and launching the Canada–Japan Forum. The non-governmental forum, which held its first meeting in Victoria in 1997, is a means for expanding ties between both countries. The second meeting of the forum was held in Sapporo, Japan, in October 1998 and the third meeting is scheduled for Ottawa in October 1999.
- Japan's Prime Minister visited Ottawa in November 1997. During his visit, he announced that Japan would sign the treaty banning anti-personnel mines.
- Japan signed the treaty banning anti-personnel mines at the Ottawa Conference, in December 1997, and is committed to improving and promoting international human security. Both Canada and Japan demonstrated this commitment by contributing \$100 million each to fund global action on anti-personnel mines. In September 1998, Japan was the 45th country to ratify the Convention.
- Canada's foreign minister visited Japan in April 1997. This was followed by a reciprocal visit by the Japanese foreign minister in December 1997. Canada's foreign minister met again with his counterpart during the Nagano Olympic Games and most recently in June this year during the

G-8 foreign ministers' meeting in Cologne, Germany. In addition, the industry minister visited Japan in September 1998. In October 1998, the international co-operation minister met with Japan's foreign and international trade ministers to promote joint co-operation between non-governmental organizations and the public and private sectors on official development assistance. The agriculture minister led Canada's participation in FOODEX Japan 1999 in March. The international trade minister travelled to Japan May 10–12, 1999, for meetings with his counterpart and other senior officials.

- Inter-parliamentary relations have thrived under the leadership of the Canada–Japan Parliamentary Group. The group has held annual meetings since 1989, most recently in Calgary in 1998.
- Canada is represented in Tokyo, Osaka, Fukuoka and Nagoya and has honorary commercial representatives in Hiroshima, Sendai and Sapporo. Japan is represented in Ottawa, Edmonton, Montreal, Toronto and Vancouver and has honorary consuls in Halifax, Regina, Winnipeg and St. John's.

Trade and Investment

- Japan is Canada's second-largest trading partner (after the United States), absorbing nearly half of all Canadian exports to Asia. The value of Canadian exports to Japan in 1998 exceeded the value of Canadian exports to the United Kingdom and Germany.
- Two-way trade in 1998 amounted to \$22.6 billion, with Canadian imports at \$14 billion, and Canadian exports at \$8.6 billion — 4.6 and 2.7 per cent of total Canadian imports and exports, respectively. In 1998, Canada was Japan's 14th-largest market and 11th-largest supplier.
- Canada's main exports to Japan include lumber and plywood, pulp and paper, coal, fish, animal products, seafood and oilseeds. Canada's main imports from Japan include machinery, electronic and photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, and chemicals.
- Canadian exports to Japan were particularly hard hit in 1998, but world exports to Japan as a whole at this time fell nine per cent (yen value).
- In 1998, Canadian exports to Japan decreased by 25 per cent from 1997. Contributing to this decrease was a collapse in housing demand in Japan. This market for Canadian lumber was worth 18.5 per cent of total Canadian exports to Japan in 1998, down from 24.2 per cent in 1997. Also a lower demand by Japanese industry for coal and other minerals and lower world prices for these materials added to the decrease.

- While raw and semi-processed commodities continue to be important export items, Canadian sales of manufactured or value-added goods, ranging from aerospace and information technology products to building products and processed food, now make up about 31 per cent of total exports to Japan compared with 15 per cent in 1985.
- Japan is Canada's third-largest source of tourism revenue and third-largest source of overseas tourists, after the United States and the United Kingdom. Nearly half a million Japanese visited Canada in 1998. Tourism flows in 1999 are showing marginal increases over 1998 for the January–June period. The Canadian Tourism Commission expects that nearly 1.2 million Japanese visitors will travel to Canada in 2000, rising to 1.5 million by 2005.
- The publication, *Canada's Action Plan for Japan*, launched in 1993 and revised annually, is a joint undertaking with the private sector. It alerts Canadian industry to changing market conditions in Japan, promotes key sectors, and encourages product adaptation. The 1998 edition of the plan focuses on six high-growth sectors: agri-food and fisheries, tourism, information technology, consumer products (furniture, sporting goods, and giftware), building products, and health care/medical devices.
- Canada's share of Japan's foreign direct investment has averaged 1.6 per cent since 1990, with a cumulative total of over \$8 billion in 1998. This is a 29 per cent increase from \$6.2 billion in 1993. This makes Japan the fourth-largest source of foreign direct investment in Canada. Investments are concentrated in five sectors: forestry, automotive, mining, merchandise distribution, and financial and other services. There are now more than 400 Japanese-affiliated companies in Canada in over 700 locations and employing about 50,000 people. The total value of Japanese portfolio investment in Canada was valued at \$39 billion as of March 1998. Japan remains the second largest foreign holder of Canadian debt.

Academic and Cultural Relations

- During the last 20 years, Japanese interest in Canadian studies has increased considerably. At present, there are eight Canadian studies centres or programs in Japan. There is also the Japanese Association for Canadian Studies, which has about 300 members, many of whom also participate in the Canadian Literary Society of Japan.

- Since 1993, the Canadian Studies Development Program has given 21 grants to various Japanese universities that either organized special seminars on Canada or established Canadian studies centres. The program also helps Canadian educational institutions, particularly language training schools, to settle and thrive in Japan.
- Japan is a leading international cultural marketplace and an important market for Canada's educational products. Each year over 2,000 Canadians teach English, study at a university, or participate in a working holiday in Japan. Over 10,000 Japanese study or take working holidays in Canada.
- The 1976 Canada-Japan cultural agreement increased the number of Canadian performers and performing groups who include Japan on their regular tours. Among them are Bryan Adams, Holly Cole, Oscar Peterson, Céline Dion, the Royal Winnipeg Ballet, the Cirque du Soleil and the Montreal Symphony Orchestra.
- A 1994 Canada-Japan cultural agreement to encourage the co-production of movies, television shows and videos has resulted in a television docudrama, *Hiroshima*, as well as several film projects. In 1995, a Canadian company signed a \$2-million contract to provide an animated film series to Fuji Television.
- In June 1998, the Sumo Basho was held in Vancouver. The exhibition Sumo tournament brought many of Japan's top wrestlers to Canada.

Peace and Security Co-operation

- The defence and security relationship between the two countries has been growing steadily for a number of years. In 1997 in Tokyo, Canada and Japan followed up on commitments made in their 1996 Agenda for Co-operation by holding their first-ever political-military talks.
- Since 1992, staff of the Japanese Self-Defence Forces and the Canadian Armed Forces have exchanged information on regional defence and security matters during annual military staff talks in either Ottawa or Tokyo.
- Every second year, Canadian and Japanese naval ships participate in exercises prior to the "RimPac" naval exercises, which involve the United States, Japan, Canada and other Pacific Rim countries. In May 1998, two Canadian naval vessels visited Japanese ports as part of the annual Westploy Naval Deployment. In May 1999, three ships of the Japanese Maritime Self-Defence Force visited Canada's west coast, the first visit to Canada by an operational naval formation from Japan.

- Since 1994, Canadian and Japanese peacekeepers have served together as part of the UN Disengagement Force in the Golan Heights.
- Japan and Canada are contributing to mine action in Azerbaijan, on the Peru–Ecuador border, and in Bosnia through contributions to the Slovenian International Trust Fund.
- Canada and Japan pledged to broaden their international peace and security co-operation by working together on Phase II of the Ottawa Process (mine clearance and victim assistance) as well as convening a Canadian-organized, jointly sponsored symposium on peace and security issues. The Canada–Japan Peace and Security Symposium was held in Vancouver at the University of British Columbia in September 1998.

Development and Third Country Co-operation

- Japan plays an important role in the international donor community. It has been the major donor in official development assistance (ODA) for the past seven years, with a budget of \$12.6 billion in 1999–2000. Since 1986, when the first annual consultation on Canada–Japan co-operation on ODA took place, Canada and Japan have established a solid relationship in development co-operation. Cemented by an ongoing personnel exchange program between the Japanese International Co-operation Agency and the Canadian International Development Agency since 1992, relations have matured to a natural alliance on issues of common interest in international forums.
- Since 1995, 35 joint projects have been undertaken in Vietnam, Indonesia, Philippines, Bangladesh, South Pacific, Kenya, Zimbabwe and Bosnia.
- During the Team Canada visit to Japan in September, the Prime Minister will speak at the opening ceremony of the Canada–Japan Symposium on Peacebuilding for Development. His speech will highlight Canada and Japan’s co-operative relations on peace and security and on ODA.
- Under the Third Country Co-operation Agreement signed by Canada and Japan in 1996, both countries promote the relationship between their private sectors to facilitate pursuing infrastructure and private sector development in third countries. This enables the Canadian private sector working in partnership with the Japanese private sector to access Japanese ODA.

Canada–Japan Treaties

| Date | Subject | Description |
|--------------------|-----------------------|---|
| November 30, 1922 | Vessels | Agreement on measuring tonnage of merchant ships and exchange of notes |
| September 8, 1951 | Peace | Peace treaty |
| March 31, 1954 | Commerce | Agreement |
| September 21, 1955 | War graves | Agreement on cemeteries, graves and memorials of the armed forces in Japan during the 1941–45 war |
| January 12, 1955 | Air | Agreement for air services |
| July 2, 1959 | Atomic energy | Agreement for co-operation on the peaceful uses of atomic energy |
| September 5, 1964 | Visas | Exchange of notes providing for the entry into Japan of Canadian citizens and into Canada of Japanese nationals either without visas for limited periods or with visas for extended periods and for designated purposes |
| October 21, 1976 | Economic co-operation | Framework for economic co-operation |
| October 26, 1976 | Culture | Agreement |
| April 28, 1978 | Fisheries | Agreement |
| July 15, 1980 | Textiles | Exchange of notes on textile restraints |
| April 14, 1983 | Atomic energy | Exchange of notes on reprocessing, storing and using plutonium |
| May 7, 1986 | Science | Agreement on co-operation in science and technology |
| May 7, 1986 | Taxation | Convention for avoiding double taxation and preventing fiscal evasion |
| April 17, 1989 | Air | Exchange of notes constituting an agreement for air services |

| | | |
|-------------------|--------------|--|
| 1989 – expired | High-tech | Technical co-operation |
| June 2, 1994 | Air | Exchange of notes constituting an agreement amending the Canada-Japan air services agreement |
| May 11, 1995 | Air | Canada-Japan air consultations: record of discussions |
| November 27, 1996 | Canada-Japan | Agenda for co-operation |

Canada-Japan Memorandums of Understanding

| Date | Subject | Description |
|--------------------|-----------------------|---|
| October 21, 1976 | Economic co-operation | MOU on a framework for economic co-operation |
| September 22, 1980 | Leather | MOU on the importation of Canadian leather into Japan |
| 1985 | High-tech | MOU signed between Canadian Development Corp. and Nippon Telegraph and Telephone |
| April 1, 1991 | Atomic power | MOU between Atomic Energy of Canada Ltd. and Japan Atomic Energy Research Institute |
| September 28, 1995 | Financial | MOU between the Export-Import Bank of Japan and Canadian Development Corp. |
| June 18, 1997 | High-tech | Letter of agreement on the enhanced scope of MOU between Nippon Telegraph and Telephone and Industry Canada |

JAPAN

Capital: Tokyo

GEODATA

Area

377,847 km²

Population

126.5 million (1998 est.)

Population growth rate

0.3% (1998 est.)

Major language

Japanese

Major religious groups

Buddhist, Shinto

POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Democratic institutions

Bicameral parliament

Leaders

Emperor Akihito

Prime Minister Keizo Obuchi

Minister of Foreign Affairs

Masahiko Kohmura

Minister of Finance

Kiichi Miyazawa

UN Human Development Index (1999)

Japan ranks 4th among 174 countries

ECONOMIC DATA

Nominal GDP

\$3.8 trillion US (1998)

Real GDP growth rate

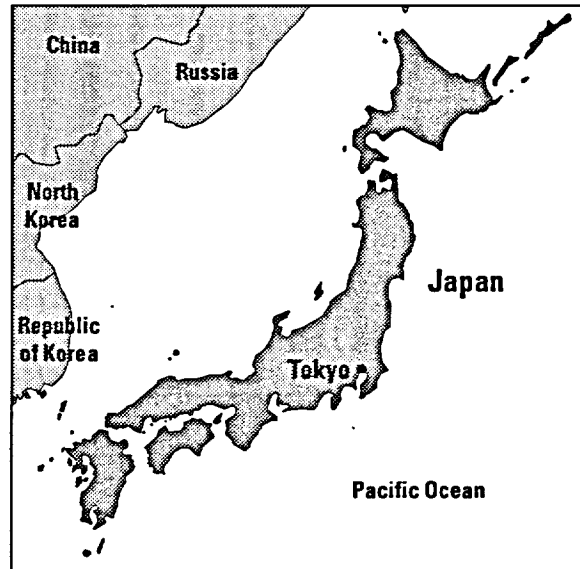
-2.6% (1998)

GDP per capita

\$29,907 US (1998 est.)

Inflation rate

0.6% (1998)



Unemployment rate

4.8% (March 1999)

Main exports

Machinery, motor vehicles, consumer electronics and computers

Main imports

Mineral fuels, foodstuffs, raw materials, machinery, metal ore

Main exports to Canada

\$14 billion (1998), including machinery, electronic and photographic equipment, motor vehicles and parts, computers, chemicals

Main imports from Canada

\$8.6 billion (1998), including lumber and plywood, pulp and paper, coal, fish, animal products, seafood, oilseeds

CANADIAN REPRESENTATIVE

Leonard J. Edwards, Ambassador

The Canadian Embassy

7-3-38 Akasaka

Minato-ku

Tokyo 107, Japan

Phone: (011-81-3) 5412-6200

Fax: (011-81-3) 5412-6247

Osaka

Osaka, with a population 2,602,000, is the capital of the Osaka prefecture, and is situated on Osaka Bay at the mouth of the Yodo River. One of Japan's largest cities and principal industrial and commercial centres, Osaka is the focal point of a chain of industrial cities stretching to Kobe, an alternate port for Osaka. The manufacture of machinery, electrical machinery, iron and steel, metals, textiles, and chemicals, food processing, and printing are among the chief industries.

Osaka was historically known as Naniwa. From the middle of the seventh century until the middle of the eighth, Naniwa served as the capital of Japan, with resulting large-scale urban growth. The present historical sites in the area of Hoenzaka and the ruins of Naniwa-no-miya Palace are testimony to the rich and ancient history of Osaka.

The city was devastated by a series of wars in the 14th century, but after the construction of Ishiyama Honganji Temple in 1496, the area developed as a temple town. It was during this period that the area first became known as Osaka. After the temple was destroyed, Osaka Castle was constructed on the site in 1583. With the castle as the focal point, a community began to grow around the city's perimeter. This grew to become today's Osaka.

The urban districts were later reconstructed and canals excavated under the hereditary rulers of Edo, the present Tokyo, leading to an age of economic prosperity that surpassed all previous growth. Osaka thrived as a financial and commercial centre throughout the Edo dynasty, 1603–1867.

Osaka was established as a modern municipality in 1889, and urban improvements, such as water supply and drainage systems, harbour construction, and a streetcar transit system, were undertaken. Throughout the early 20th century, steady progress continued, with the City of Osaka playing a pioneering role for Japanese cities through its construction of a modern infrastructure and establishment of social welfare policies. The opening of Kansai International Airport in 1994 helped to further link Osaka with major cities around the world.

Osaka has become popular as a gourmet town. Sushi, globefish, eel, and udon (noodles) are found throughout the city and presented in original cooking styles.

Osaka hosted Expo '70 in 1970 and the International Garden and Greenery Exposition in 1990.

Tokyo

Tokyo–Yokohama, with a population of over 28 million, is the world's most populous metropolitan area. The city of Tokyo (population 7,840,000) is the administrative, financial, educational, and cultural centre of Japan and a major industrial hub surrounded by numerous suburban manufacturing complexes. Tokyo is also one of the world's most important cities in terms of economic power and influence, and it serves as the corporate and communications hub for the Eastern Pacific Rim.

Archaeological evidence indicates that the site of Tokyo was once inhabited by Stone Age tribes. The present city was founded in the 12th century as the village of Edo.

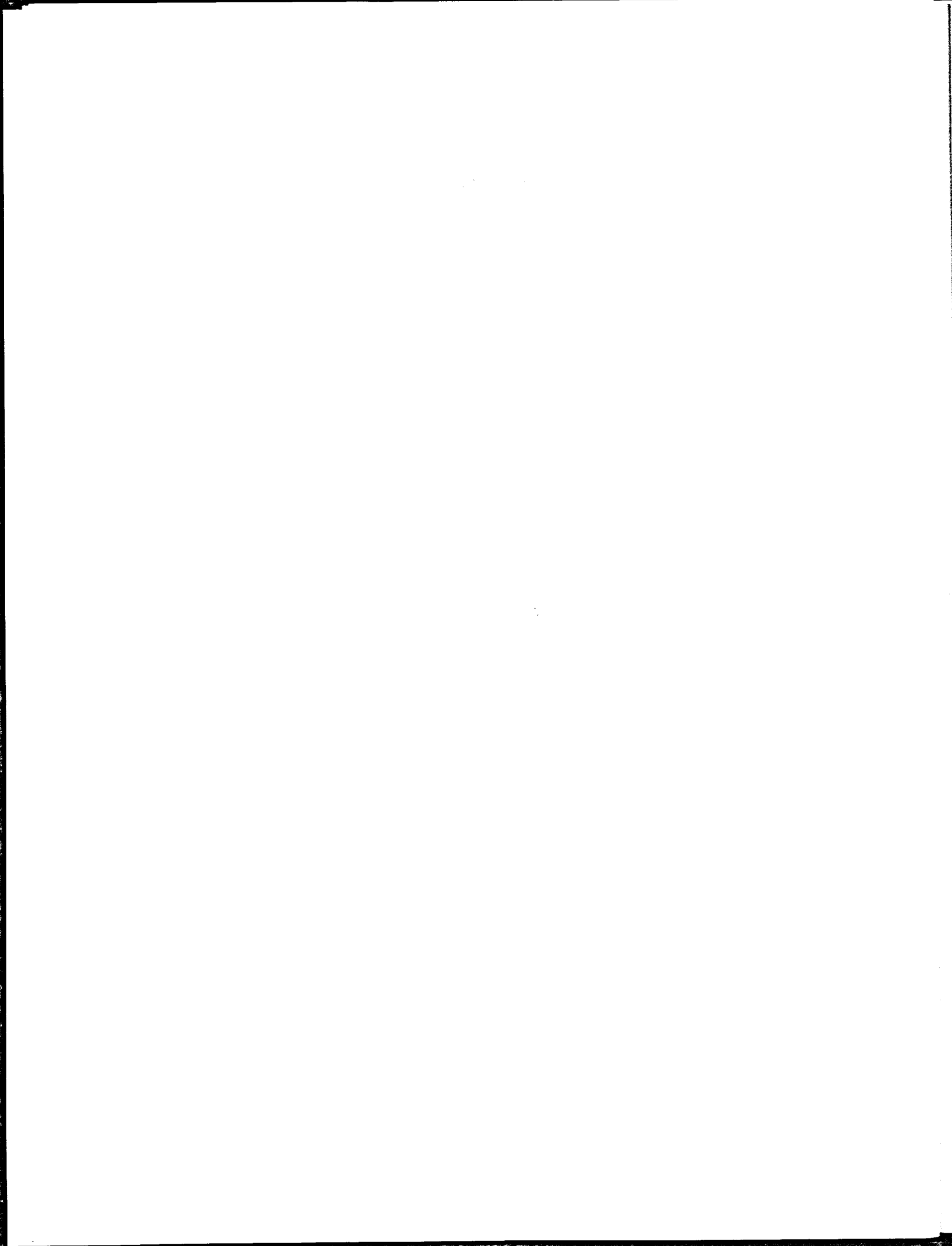
In 1603, Edo became the capital of the hereditary rulers, the shoguns; the imperial capital, however, remained at Kyoto. Although the city prospered as a commercial and cultural centre, it later declined as the shogunate weakened. In 1868, the shogun surrendered to the imperial forces. The emperor was restored to power and made Edo his capital, renaming the city Tokyo.

In accordance with the city's world position, Tokyo's economy has shifted to put much more emphasis on financial services and banking. The city is also an important wholesale centre. Among its diverse industries are the manufacture of electronic apparatus, transport equipment, automobiles, cameras and optical goods, furniture, textiles, and a wide variety of consumer items, as well as publishing and printing.

The world's first public monorail line runs between downtown Tokyo and nearby Haneda international airport (Narita International is Tokyo's main airport).

The city also claims the highest (333 m) steel-supported structure of its type in the world, the Tokyo Tower, built in 1958.

Biographies



Federal Ministers

Jean Chrétien **Prime Minister of Canada**

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm and was director of the bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, he became a minister of state attached to the Minister of Finance and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party of Canada. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the Quebec riding of Saint-Maurice in 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993. He was returned as Prime Minister for a second term in the election of 1997.

Mr. Chrétien married Aline Chainé of Shawinigan in 1957. They have three children.

Pierre S. Pettigrew

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew was born in Quebec City on April 18, 1951. He received a bachelor's degree in philosophy from the Université du Québec à Trois-Rivières in 1972 and a master's degree in international relations from Balliol College, Oxford, in 1976.

A business consultant, Mr. Pettigrew was vice-president of Samson Bélair/Deloitte & Touche International, Montreal, from 1985 to 1995, where he conducted economic studies on the impact of globalization on various industrial sectors.

In 1994, Mr. Pettigrew co-chaired the First National Forum on Canada's International Relations. He was foreign policy adviser to the Prime Minister from 1981 to 1984 and executive assistant to the Leader of the Quebec Liberal Party from 1978 to 1981. Mr. Pettigrew served as director of the Political Committee, NATO Assembly, in Brussels from 1976 to 1978.

Mr. Pettigrew was appointed to the cabinet in January 1996 and named Minister for International Cooperation and Minister responsible for Francophonie. Two months later, he was elected to the House of Commons. In October 1996, Mr. Pettigrew was appointed Minister of Human Resources Development.

Re-elected in June 1997 to serve the Quebec riding of Papineau-Saint-Denis, Mr. Pettigrew was named Minister for International Trade on Aug. 3, 1999.

Raymond Chan

Secretary of State (Asia–Pacific)

Born in 1951 in Hong Kong, Raymond Chan came to Canada in 1969 and became a Canadian citizen in 1974. He received a bachelor of applied science in engineering physics from the University of British Columbia.

As a professional engineer, Mr. Chan worked at the Triumf research centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A restaurateur, he also owned and operated two small businesses from 1974 to 1989.

In 1989, Mr. Chan founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democracy Movement. He is a member of the Mandarin Lions Club and the Dragon Masters Toastmasters Club in Richmond.

Mr. Chan was first elected to the House of Commons in 1993 to represent the British Columbia riding of Richmond and was re-elected in 1997. He was appointed Secretary of State (Asia–Pacific) in 1993 and reappointed in 1997.

Mr. Chan and his wife, Maureen, have two children.

Provincial Premiers

Mike Harris Premier of Ontario

Mike Harris was born in Toronto in 1945, grew up in Callander and now resides in North Bay.

Prior to entering public life, Mr. Harris worked in tourism and recreation businesses, owning and operating ventures in the Nipissing and Parry Sound regions, including a tourist resort and a ski centre.

A former school teacher, he served for seven years on the Nipissing Board of Education, four of them as chair, and served one term as president of the Northern Ontario School Trustees' Association.

Mr. Harris was elected to the Ontario legislature in 1981 as the member for Nipissing. In 1985, he was appointed to the cabinet as Minister of Natural Resources and Minister of Energy. While in Opposition, he served as Conservative house leader and had responsibility as critic for revenue, labour, housing, finance and northern development.

He was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Ontario in 1990. He became Premier of Ontario on June 26, 1995. Mr. Harris and his government were returned to office in the elections held on June 3, 1999.

Mr. Harris has two children.

Lucien Bouchard

Premier of Quebec

Lucien Bouchard was born on Dec. 22, 1938, at Saint-Coeur-de-Marie, in the Lac-Saint-Jean region of Quebec. He earned a bachelor of arts degree from Jonquière College in 1959. He received a bachelor's degree in social science and a degree in law from Laval University. He was then admitted to the Quebec Bar.

For some years, Mr. Bouchard had a private law practice and was active in labour relations organizations and commissions in the public and private sectors. One of his undertakings was as chief counsel for the Commission of Inquiry on the Construction Industry.

In July 1985, Mr. Bouchard was appointed Canadian ambassador to France and held that post until his appointment as Secretary of State of Canada in March 1988.

In June 1988, he was elected the member of Parliament for the Quebec riding Lac-Saint-Jean and was re-elected in the November 1988 federal election. Named Minister of the Environment in January 1989, Mr. Bouchard also served on several cabinet committees.

In May 1990, Mr. Bouchard resigned as Minister of the Environment and as a Conservative member of Parliament to sit as an independent member of Parliament and, shortly after, to sit as Leader of the Bloc Québécois, a new party. A Bloc Québécois candidate in the October 1993 federal election, Mr. Bouchard was re-elected the member for Lac-Saint-Jean and became Leader of the official Opposition.

In January 1996, he resigned from the House of Commons, announced that he was joining the Parti Québécois, and was proclaimed the party's chairman. Mr. Bouchard was sworn in as Premier of Quebec on Jan. 29, 1996, and, on Feb. 19, he was elected the member of the national assembly for Jonquière. In the election of Nov. 30, 1998, Mr. Bouchard was re-elected Member of National Assembly for Jonquière and Premier of Quebec.

Mr. Bouchard is married to Audrey Best and they have two children.

Bernard Lord

Premier of New Brunswick

Bernard Lord was born on Sept. 27, 1965 and raised in Moncton. He attended the University of Moncton and earned a bachelor of social sciences in economics degree in 1988 and a law degree in 1992.

Called to the bar in 1993, Mr. Lord worked in private practice in Moncton and was a founding partner in the law firm of Leblanc, Boudreau, Desjardins and Lord.

Mr. Lord was elected leader of the New Brunswick Progressive Conservative Party on 1997. In October 1998, he was elected to the legislative assembly as the member for Moncton East and became leader of the official Opposition.

Re-elected on June 7, 1999, Mr. Lord was sworn in as the 30th premier of New Brunswick on June 21, 1999.

Mr. Lord and his wife, Diane, have two children.

John Hamm

Premier of Nova Scotia

Born in New Glasgow, Nova Scotia, on April 8, 1938, John Hamm earned a bachelor of science degree from the University of King's College in 1958 and a medical degree from Dalhousie University in 1963.

Mr. Hamm has served as a second lieutenant in the Canadian Army and was president of the College of Family Physicians of Nova Scotia and president of the Medical Society of Nova Scotia.

Mr. Hamm was first elected to the Nova Scotia legislative assembly in 1993 as the member for Pictou Centre. From 1993 to 1999, he was a member of the legislature's Standing Committee on Economic Development. In 1995, Mr. Hamm was elected Leader of the Progressive Conservative Party of Nova Scotia and was re-elected to the position in 1998.

In the Nova Scotia general election of July 27, 1999, the Progressive Conservative Party was elected to form a majority government with Mr. Hamm as Premier.

Mr. Hamm and his wife, Genesta Hartling, have three children.

Dan Miller

Premier of British Columbia

Dan Miller was born on Dec. 24, 1944, and worked as a millwright before entering political life.

First elected as a member of the legislative assembly in 1986, Mr. Miller represents the riding of North Coast.

In Opposition, Mr. Miller was the New Democratic Party's forests critic. He was Minister of Forests from 1991 to 1993; Minister of Skills, Training and Labour from 1993 to 1996; and Minister of Municipal Affairs in 1996 and 1997. In 1996, he became Deputy Premier as well.

From 1997 to early 1998, Mr. Miller served as Minister of Employment and Investment and was responsible for several Crown corporations, including B.C. Hydro.

Mr. Miller was named Premier of British Columbia on Aug. 25, 1999. He continues to serve as Minister of Energy and Mines and Minister responsible for Northern Development, posts he has held since 1998.

Mr. Miller and his wife, Gayle Ballard, have five children.

Patrick Binns

Premier of Prince Edward Island

Patrick Binns was born on Oct. 8, 1948. He received a master of arts degree in community development from the University of Alberta in 1971.

Mr. Binns worked as a development officer for the Government of Alberta. In 1972, he moved to Prince Edward Island and worked for the province's Rural Development Council.

While working for the provincial government from 1974 to 1978, Mr. Binns helped create and run the eastern region services centres. In 1978, he received the Queen's Silver Jubilee Medal for Outstanding Public Service.

Mr. Binns was elected to the P.E.I. legislative assembly in 1978. From 1979 to 1984, he held several cabinet posts, including Industry, Municipal Affairs, Fisheries, Environment, Labour, and Housing, and had responsibilities for Economic Development. From 1984 to 1988, Mr. Binns served as a federal Member of Parliament, representing the P.E.I. riding of Cardigan, and was a member of the standing committees on agriculture and fisheries. He also served as parliamentary secretary to the Minister of Fisheries and Oceans.

From 1986 to 1996, Mr. Binns worked in the private sector as president of both Island Bean Limited and Pat Binns and Associates.

Mr. Binns was elected as a member of P.E.I.'s legislative assembly for Murray River-Gasperaux, in the general election of Nov. 18, 1996. He was sworn in as P.E.I.'s 31st Premier on Nov. 27, 1996.

Mr. Binns and his wife, Carol, have four children.

Ralph Klein

Premier of Alberta

Ralph Klein was born in Calgary, on Nov. 1, 1942. He obtained his education in Calgary, interrupting his high school studies to enlist in the Royal Canadian Air Force. After leaving the service, Mr. Klein continued his education and eventually became principal of the Calgary Business College.

From 1963 to 1969, Mr. Klein worked in public relations with the Red Cross and the United Way. He later became a radio and television journalist and was Calgary's mayor from 1980 to 1989.

In March 1989, shortly after he was elected a member of the legislative assembly for Calgary-Elbow, Mr. Klein was appointed Environment Minister. In December 1992, Mr. Klein was elected Leader of the Alberta Progressive Conservative Party and became Premier. He was re-elected to the legislative assembly in June 1993. Mr. Klein and his government were returned to office in elections held on March 11, 1997.

Mr. Klein received the Order of St. John in 1986 and was inducted into the Olympic Order in 1988. In 1994, he was named Man of the Year by the International Young Entrepreneurs. In 1995, he was named Calgary's Outstanding Citizen of the Century and was the first recipient of the Fraser Institute's International Fiscal Performance Award.

Mr. Klein and his wife, Colleen, have five children.

Brian Tobin

Premier of Newfoundland and Labrador

Brian Tobin was born and raised in the western Newfoundland community of Stephenville. He studied at Memorial University of Newfoundland and worked as a journalist before entering politics.

Mr. Tobin was first elected to the House of Commons in 1980 as member of Parliament for the Newfoundland riding Humber–Sainte-Barbe–Baie Verte and was appointed parliamentary secretary to the Minister of Fisheries and Oceans. He was re-elected in 1984, 1988 and 1993 and was appointed Minister of Fisheries and Oceans in November 1993.

As an Opposition member of Parliament, Mr. Tobin served as critic for forestry, employment, regional industrial expansion and privatization, as well as critic and associate critic for transport.

In 1989, he was elected chair of the national Liberal caucus. He served as a member of the 1993 Liberal national campaign and national platform committees.

Mr. Tobin has also served as vice-chair of the House of Commons committee on regional development and as a member of committees on transport, fisheries and forestry, labour, and employment and immigration, as well as a member of the Constitutional Committee and the Special Committee on Employment Opportunities for the 1980s.

Following his acclamation as Leader of the Liberal Party of Newfoundland, Mr. Tobin was sworn in as the sixth Premier of Newfoundland and Labrador on Jan. 26, 1996. Mr. Tobin and his government were returned to office in the election held on Feb. 9, 1999.

Mr. Tobin and his wife, Jodean Smith, have three children.

Territorial Government Leaders

James Antoine

Government Leader of the Northwest Territories

James Antoine was born in Fort Simpson in 1949. After studying at the University of Wisconsin, he earned a management certificate from the University of Lethbridge.

Mr. Antoine was chief of the Fort Simpson Dene Band for three terms, totalling 14 years and, since 1972, has been involved in developing the Dene Nation. He also helped develop the Deh Cho Regional Council and the Deh Cho Tribal Council and was executive director of both organizations. Mr. Antoine was President of Nogha Enterprises, owned by the Fort Simpson Dene Band Development Corp. and, in 1987, he co-ordinated the papal visit to Fort Simpson.

First elected to the legislative assembly in 1991 and re-elected in 1995, Mr. Antoine was elected Government Leader on Dec. 10, 1998.

Mr. Antoine and his wife, Celine, have four children.

Piers McDonald

Government Leader of Yukon

Piers McDonald was born in Kingston, Ontario, on Aug. 4, 1955. After studying at Queen's University, he moved to Yukon in 1975.

An underground miner with United Keno Hill Mine in Elsa for six years, he was active with Local 924 of the United Steelworkers of America.

He was first elected to the Yukon general assembly in 1982 to represent the Mayo riding. In Opposition, he served as critic for labour, the Public Service Commission, occupational health and safety, the Workers' Compensation Board, and agriculture. Following the 1985 general election, Mr. McDonald became Minister of Education, Minister of Community and Transportation Services, and Minister responsible for the Yukon Housing Corporation.

From 1989 until 1991 he held the portfolios of Finance, Education, and Economic Development. He was subsequently Minister of Education, Government Services, and the Public Service Commission, as well as being responsible for the Workers' Compensation Board until 1992.

After redistribution combined the Mayo and Tatchun ridings, Mr. McDonald ran successfully in the Whitehorse riding of McIntyre-Takhini in 1992 and 1996.

He became leader of the Yukon New Democratic Party in 1995 and led his party to victory in the 1996 general election. On Oct. 19, 1996, he was sworn in as Government Leader and Minister of Finance. As Minister of the Executive Council Office, he has responsibilities for land claims, devolution and intergovernmental affairs.

Mr. McDonald and his wife, Ofelia Andrade, have four children.

Paul Okalik

Government Leader of Nunavut

Born in Pangnirtung, the Northwest Territories, in 1964, Paul Okalik earned a bachelor's degree in political science and Canadian studies from Carleton University in 1993 and a law degree from the University of Ottawa in 1997. He was called to the Bar of the Northwest Territories on Feb. 12, 1999.

In 1985, Mr. Okalik began work for the Tungavik Federation of Nunavut as a regional researcher and negotiator on the Nunavut Land Claim Agreement. As deputy chief negotiator and special assistant to the president of the federation, Mr. Okalik helped negotiate what became, in 1993, the largest land claim in Canadian history. He then became acting director of Nunavut Tungavik Inc. where he focused on the provisions of the Nunavut Land Claim Agreement.

On Feb. 15, 1999, the people of Iqaluit West elected Mr. Okalik as their member in the first Nunavut legislative assembly. The full caucus of Nunavut members elected him as Nunavut's first Government Leader on March 5, 1999.

Mr. Okalik has two children.